l'unité

M 2805 - N° 604 - 8 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 17 mai 1985

CONGRES

Cela s'appelle toujours le socialisme (page 3)

SOCIAL

Quand Renault se grippe... la C.g.t. s'enrhume (page 5)

PRISONS

Le ras-le-bol du trop-plein (page 8)

MEDIAS

Dans la guerre des satellites, la France gagne la première manche (page 9)

MONDE

Italie : le populisme ça ne marche pas ! (page 12)

Nicaragua : faire face au blocus (page 12)

R.f.a. : sombre dimanche pour le chancelier (page 13)

CINEMA

Cannes : Y'a vraiment pas de quoi rire ! (page 14)



LE DEFI DES TERRORISMES DU TROISIEME TYPE

(page 11)

© Fondation Jean Jaurès

Politique au fil des jours

NOUVELLE-CALEDONIE

Les extrémistes isolés

En Nouvelle-Calédonie les apparences sont trompeuses. A peine Laurent Fabius avait-il annoncé son plan, ce « pari sur la raison », que le 8 mai, Nouméa connaissait une journée d'émeutes qui faisait un mort parmi les Mélanésiens. Peut-on alors continuer à parler de « raison », de « dialogue » dans un territoire où la haine et le racisme se sont installés entre les deux principales communautés, atteignant même les jeunes dans les lycées ? « Plus que jamais », répond-on à Matignon. Les derniers affrontements démontrent dans les faits que si le problème calédonien n'est pas réglé par une solution politique, il dégénère aussitôt dans une violence sanglante. Le plan Fabius ne prend que plus d'actualité. Le gouvernement ne modifie donc pas sa politique à l'égard de la Nouvelle-Calédonie. Il se contentera de « serrer la vis » dans le domaine du maintien de l'ordre pour limiter au maximum les possibilités d'explosion de la poudrière.

Les indépendantistes sont les premiers à avoir tiré, semble-t-il, les conséquences de l'émeute de Nouméa. Victimes, le 8 mai, du racisme des « petits Blancs » extrémistes du R.p.c.r. bien décidés à casser du Canaque, ils ont bien compris que le territoire était tout prêt de basculer dans des affrontements raciaux auxquels une éventuelle accession à l'indépendance n'avait rien à gagner. Sans doute cette journée a-t-elle pesé dans la décision de l'Union calédonienne, principale composante du F.l.n.k.s. et présidée par Jean-Marie Tjibaou, d'accepter samedi le plan Fabius.

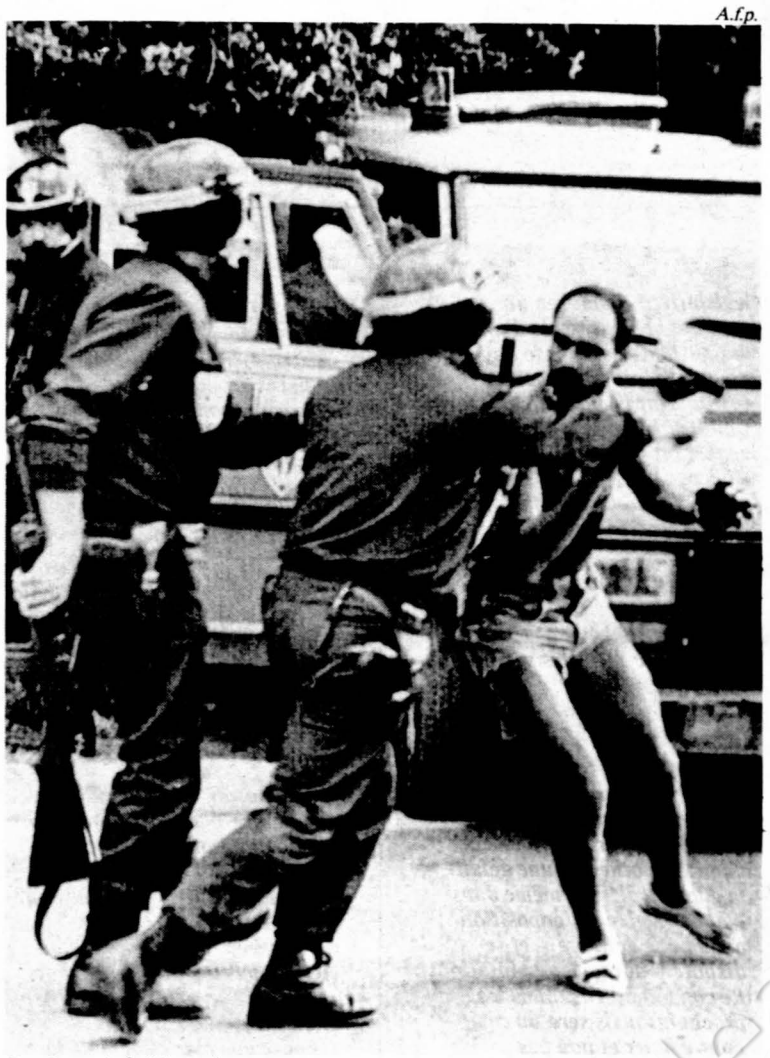
D'abord réservés, les indépendantistes s'efforcent donc de jouer le jeu avec le gouvernement. Certes, ils ne considèrent pas le plan du Premier ministre comme une finalité, mais plutôt comme « un outil pour construire l'indépendance ». Quant au L.k.s., parti indépendantiste modéré, s'il a démissionné de l'Assemblée territoriale à la suite des affrontements de la semaine dernière, il a précisé qu'il continuerait à agir « pour le dialogue entre les communautés ». Du côté indépendantiste semble donc exister une volonté d'ouverture s'appuyant sur les propositions gouvernementales. Elle apparaît d'autant plus méritoire que les dispositions prises par Laurent Fabius s'inspirent en partie des propositions du plan Ukeiwé en ce qui concerne les régions.

Cette évolution fait d'autant plus ressortir le sectarisme dans lequel se replient les anti-indépendantistes. Le 8 mai, à Nouméa, l'antagonisme politique a sans doute cédé le pas à un affrontement racial, certes contenu en germes dans le conflit calédonien depuis ses débuts, mais qui ne s'était jamais exprimé de manière aussi publique. Cependant les déclarations du député Jacques Lafleur confèrent une légitimité politique à ces violences dues à la frange la plus extrême du R.p.c.r. qui est intervenue pour disperser un rassemblement d'indépendantistes que les forces de l'ordre faisaient évacuer : « Conformément à l'engagement solennel qu'il avait pris d'empêcher toute manifestation indépendantiste à Nouméa, le R.p.c.r. est immédiatement intervenu pour faire cesser ce rassemblement... On ne peut être plus clair quant à la part de responsabilité du R.p.c.r. dans les troubles du 8 mai. Se substituant aux forces de l'ordre, les anti-indépendantistes se sont placés dans l'illégalité. Il n'est donc pas étonnant qu'Edgard Pisani ait déposé une plainte contre X et contre Henri Morini, chef du service de sécurité du R.p.c.r., à la suite de ces exactions. En réalité la journée du 8 mai n'est que le prolongement et la conséquence de l'intransigeance avec laquelle Dick Ukeiwé, puis Jacques Lafleur, envisageant de boycotter les prochaines élections régionales, ont accueilli le plan Fabius. Mais après les récents signes d'ouverture manifestés par Tjibaou, et même si tous les problèmes sont loin d'être réglés pour autant, combien de temps le R.p.c.r. peut-il encore refuser de négocier une solution politique sans apparaître comme le seul responsable du prolongement de la crise calédonienne ? En annonçant lundi soir que le R.p.c.r. pourrait finalement participer aux prochaines élections régionales, Dick Ukeiwé semble lâcher un peu de lest. Du coup, le gouvernement marque des points. En réussissant à ramener aux urnes anti-indépendantistes et indépendantistes il fait progresser une situation politique bloquée depuis le boycottage, par le F.l.n.k.s., des élections de novembre 1984, qui a marqué le début des troubles en Nouvelle-Calédonie.

Reste à savoir si ce consensus minimal autour d'une des principales dispositions du plan Fabius ne sera pas remis en cause d'ici au mois d'août par les provocations et la recrudescence du terrorisme qui ont secoué Nouméa en début de semaine. Car à l'évidence les extrémistes ne souhaitent toujours pas que l'on s'achemine vers un règlement politique de la question calédonienne.

JEAN-PIERRE BEDEI

A.f.p.



Le 8 mai à Nouméa.

PARTI COMMUNISTE

Le « look » de Marchais

Georges Marchais n'aime pas les hommes politiques qui changent de « look », et il jette pêle-mêle, au ban d'infamie, François Mitterrand, Laurent Fabius, la droite, les socialistes, bref tout ce qui n'est pas le P.c.f. La recherche d'une nouvelle image ne semble pas, en effet, être la première préoccupation du parti communiste et celle donnée dimanche par son secrétaire général devant les quelques milliers de jeunes réunis au festival de Bobigny – où sont les grands rassemblements d'antan ? – n'est certainement pas de nature à enthousiasmer les foules. « Vous ne supportez plus le cirque politicien », a lancé Georges Marchais à ses auditeurs. Mais qu'y a-t-il de plus politicien que ce langage outrancier qui va jusqu'à gommer, dans un bilan apocalyptique de la gestion socialiste, le fait qu'il y a eu pendant trois ans des ministres communistes au gouvernement et que Georges Marchais lui-même affirmait encore, fin 1983, que ce bilan était plus positif que celui du Front populaire. Ce n'est pas la première fois que le P.c.f. récrit l'histoire. Ce qu'il propose aujourd'hui ce n'est, certes pas, un nouveau « look » mais un mauvais « remake » !



Georges Marchais à Bobigny

A.f.p.

PROCES

L'« Unité » relaxée

Pour un article daté du 16 novembre 1984 et signé de Nicole Chaillot le qualifiant de « charognard », à la suite de son comportement après les assassinats de vieilles dames dans le XVIIIe arrondissement, Jean-Pierre Pierre-Bloch, adjoint au maire de Paris et directeur général de « France-Soir », avait porté plainte contre « l'Unité ». Lors de l'audience du 19 avril devant la 17e chambre correctionnelle, Me Charrière-Bournazel, plaidant à la fois sur la procédure et sur le fond, avait demandé la relaxe de notre journal. Dans son jugement rendu le 10 mai, la Cour a suivi ses conclusions. Jean-Pierre Pierre-Bloch en sera pour ses frais !

PROCREATION ARTIFICIELLE

Pas à n'importe quel prix

Ne pas donner d'espoirs excessifs aux couples stériles... Yvette Roudy est certes favorable à une législation adaptée aux faits, mais s'est interrogée, lors d'une table ronde organisée à Marseille, sur les conditions d'application des techniques de procréation – conditions juridiques. La ministre des Droits de la femme pourrait être rangée parmi les partisans d'une plus grande liberté... Toutefois, Yvette Roudy propose de prendre quelques dispositions législatives de façon à favoriser l'accueil de l'enfant. C'est ainsi que ni le père ni la mère ne devraient pouvoir désavouer l'enfant né d'une insémination artificielle, comme cela est le cas actuellement. En revanche, Yvette Roudy n'est pas hostile a priori à l'application de l'I.a.d. aux femmes célibataires. A quoi bon légiférer de manière restrictive lorsqu'on sait que la loi peut être contournée ? Yvette Roudy pense ici aux mères porteuses. « L'enfant est au moins assuré d'une chose : avoir été voulu, et n'est-ce pas l'essentiel pour lui ? » Il convient cependant de réglementer cette pratique pour éviter tous trafics financiers abusifs et les officines privées. En revanche, une indemnité à la mère porteuse n'aurait rien de choquant. La mère d'accueil étant elle aussi « protégée » et pouvant soit interrompre sa grossesse, soit garder l'enfant. Mais la ministre des Droits de la femme a également attiré l'attention de l'assistance sur les immenses espoirs que faisaient naître certaines prouesses techniques, espoirs qui risquent d'être déçus. C'est pourquoi il semble nécessaire d'élargir les conditions de l'adoption et d'intensifier les recherches sur la prévention de la stérilité et en particulier des maladies sexuellement transmissibles. Procréation artificielle, oui, mais pas à n'importe quel prix...

P.-Y. P.

« Prouesses » techniques et banalisation

« Jeune couple cherche, cause stérilité, jeune femme pour porter grossesse. Ecrire au journal. » Il y a un an, pareille annonce relevait de la science-fiction. Celle-ci, parue bien évidemment dans « Libération », inaugure. A notre connaissance, c'est la première du genre. Ce n'est sûrement pas la dernière. Les nouvelles techniques de procréation, l'écho qu'elles reçoivent dans les médias ont ouvert de nouveaux espoirs, auxquels la science prétend répondre. Espoirs fous ? Techniquement non, la science a désormais la possibilité d'y répondre. Rien de très technique d'ailleurs dans l'I.a.d. ou même les mères de substitution.

Seulement, le formidable écho que d'autres techniques – plus pointues –, comme la congélation du sperme ou de l'embryon ou le don d'ovocyte, amplifiées largement par les médias « légitiment » ces espoirs. Les banalisent. Au point que c'est la société tout entière qui est interpellée.

Ce qui ne concernait que des cas médicaux auxquels on apportait des réponses « simples » comme l'I.a.d. concerne désormais tout un chacun dans ses fantasmes. « Des centres de fécondation artificielle, pour faire quoi ? Pour qui ? » telle est aujourd'hui la question de fond que posait Edmond Hervé, à Reims, lors des journées de biologie de la reproduction. Cette question, on ne se la posait pas autrefois où il semblait admis que des techniques « médicales » concernaient en priorité des couples stériles. Mais insensiblement, on est passé du plan strictement médical au plan « psychologique ».

Les « prouesses » scientifiques, loin d'être banales en elles-mêmes, ont rendu banales des exigences ou des souhaits qui n'ont plus rien de strictement médical. « La procréation médicalement assistée est-elle une réponse médicale à l'infertilité du couple ou un moyen nouveau de procréation ? Y a-t-il une définition médicale, admise par tous, de l'infertilité et qu'est-ce qu'un couple ? » s'interroge Edmond Hervé. Qui doit trancher ? « Nul expert ne peut avoir le monopole de la réponse ou de la décision », répond le secrétaire d'Etat à la Santé. Ces questions, il faudra évidemment y répondre, sans précipitation, mais sans retard, encore faut-il les formuler. Ce qui est remarquable dans la petite annonce de « Libération » c'est que, finalement, elle aurait tout aussi bien pu paraître il y a dix ans : il n'y aurait eu aucun obstacle scientifique à sa réalisation, au moins pour une insémination artificielle. Elle paraît aujourd'hui... Pourquoi ?

P.-Y. P.

L'éditorial

Cela s'appelle toujours le socialisme

PAR CLAUDE ESTIER

Il est curieux que certains journaux, à commencer par « le Monde », aient cru devoir réduire le débat du Comité directeur de samedi dernier à un « duel » entre Lionel Jospin et Michel Rocard. Près de trente orateurs sont intervenus pour présenter ou commenter les différentes contributions, ce qui a donné à la discussion une toute autre dimension que celle généralement retenue par la presse. Michel Rocard lui-même, dont l'intervention a été faite sur un ton sensiblement plus modéré que celui qu'il avait employé quelques jours plus tôt au Grand Jury R.t.l. - « Le Monde » a souhaité qu'il n'y ait pas de malentendu. S'il a justifié le contenu de la contribution qu'il a signée seul et qu'il a intitulée « les conditions de la confiance », il a aussi dit son désir que l'on arrive à un congrès unanime.

Il est encore trop tôt pour savoir si telle sera bien, en octobre prochain, la conclusion du processus qui vient de s'ouvrir. Mais à lire les principaux textes qui ont été déposés et qui vont servir de base à la première phase de la discussion à l'intérieur du parti, les éléments d'un accord général existent.

D'abord, et c'est essentiel, sur la stratégie : avec Lionel Jospin qui a été clair à ce sujet, il y a refus de toute alliance à droite ou de tout retour à une troisième force qui, comme le souligne, par exemple, le texte des amis de Pierre Mauroy, n'est nullement la conséquence de l'instauration d'un mode de scrutin proportionnel. L'union de la gauche, certes, ne peut plus être, compte rendu du comportement du Parti communiste, ce qu'elle a été dans les années passées mais cela ne rend que plus nécessaire que le Parti socialiste devienne lui-même le pôle de rassemblement de toutes les forces de gauche. Ce qui suppose une politique d'ouverture — y compris dans la composition des listes de candidats pour les élections législatives — mais en aucune manière la dilution du P.S. dans une sorte de nébuleuse qui n'aurait d'ailleurs aucune réalité. Sur ce point aussi, le Comité directeur a été très net, apportant la réponse qui s'imposait face à un faux débat entretenu par les médias et qui vise à opposer — on comprend bien pourquoi — le premier secrétaire du parti au Premier ministre.

Cet ancrage à gauche et l'objectif de 30 % des suffrages que se donne le P.S. ne suffisent pas à répondre à la question : avec qui gouverner après 1986 ?

Mais nous n'avons pas aujourd'hui à répondre à cette question. Entrer dans ce débat serait se placer délibérément dans l'hypothèse d'une défaite de la gauche, celle-là même dans laquelle se place l'opposition quand elle délibère — et se dispute — sur la « cohabitation ». Le combat du P.S. dans les prochains mois sera un combat pour gagner et non pas pour savoir ce qu'il fera s'il perd.

Dès lors que tout le monde ou presque s'accorde sur cette stratégie, le débat pour le Congrès d'octobre devient celui de savoir comment faire pour gagner, c'est-à-dire comment regagner la confiance de ceux qui ont voté pour le changement en 1981 et qui se sont éloignés depuis. C'est là que des divergences apparaissent, par exemple entre Michel Rocard qui soutient que nous avons changé de politique depuis 1982 et qu'il faut le dire — il y insiste dans son texte en reprenant en même temps ses critiques contre ce qui a été fait au cours de la première année — et ceux qui, avec Lionel Jospin, admettent certes que l'on ne tient pas exactement le même discours dans l'opposition et au pouvoir mais que s'adapter aux contraintes des faits, en particulier dans le domaine économique et social, ne signifie pas que l'on ait renoncé ni à ses idées, ni à ses objectifs. C'était d'ailleurs le sens de la réponse que le président de la République lui-même avait faite à Yves Mourousi lors de l'émission de T.f.1. du 28 avril.

Autre débat mais dont le caractère est plus abstrait : l'instauration de la proportionnelle conduit-elle à une évolution des institutions vers un régime plus nettement présidentiel ? C'est ce que pense le Cérès mais que récuse Pierre Mauroy. La question est posée. Elle n'est sans doute pas celle qui préoccupe le plus les Français.

Ceux-ci en tout cas ne peuvent qu'être attentifs à la volonté du P.S. de rassembler toutes ses forces et celles des autres composantes de la gauche pour faire barrage à une droite revancharde qui confond liberté et privilèges et qui annonce sans vergogne qu'elle n'a d'autre ambition que de remettre en cause tout ce qui a été acquis depuis 1981. N'en déplaise à tous ceux qui, ici ou là, plaident pour un repli, la perspective historique dans laquelle nous nous situons s'appelle toujours le socialisme.

ELE-MENTS POUR LE DEBAT

VINGT-huit textes de contributions ont été annoncés lors du comité directeur de samedi dernier. Cinq sont de caractère général, et représentent les différentes sensibilités du parti. Elles émanent respectivement de Lionel Jospin et de la majorité des membres du bureau exécutif, de Pierre Mauroy et de ses amis, du Cérès, de Michel Rocard et du courant « Agir », animé par Alain Richard et Marie-Noëlle Lienemann. Seuls les trois premiers de ces textes ont été effectivement distribués samedi. Ce sont donc ceux-là seulement que nous pouvons présenter cette semaine. Les deux autres ne devaient être déposés que mercredi au bureau exécutif. Nous en rendrons compte la semaine prochaine.

Les autres contributions, qui seront, comme les premières, publiées intégralement dans le numéro spécial du « Poing et la Rose » adressé à chaque adhérent, concernent des points particuliers (problèmes des femmes, des jeunes, de la communication, de la santé, de l'agriculture, des entreprises, des immigrés, du mouvement associatif ainsi que divers autres thèmes).



Pascal Lebrun

Lionel Jospin : "Pas d'alliance avec la droite"

La contribution de l'ex-courant A, dont Lionel Jospin est le premier signataire, est conçue essentiellement en forme de questions sans réponses définitives afin de laisser ouvert le débat pour le Congrès. A travers ces questions sont cependant posés les grands problèmes qui intéressent les Français : qu'avons-nous changé depuis 1981 ? Les salariés ont-ils gagné à notre présence au pouvoir ? Quelle place a prise le Parti socialiste ?

Définissant la phase historique dans laquelle nous évoluons, le texte souligne que « les socialistes assument seuls le défi de la modernisation ». « Comment être des socialistes du gouvernement » sans renoncer à incarner l'identité profonde du socialisme ? Telle est la vraie question. Rassembler largement mais sur des valeurs, voilà qui fera, ou non, de nous la génération des « fondateurs du socialisme ».

Un passage de la contribution est consacré aux rapports entre valeurs républicaines et valeurs du socialisme. « Le socialisme français ne saurait être réduit à un républicanisme. La lutte contre l'exploitation économique et les excès de la propriété privée, l'émancipation du mouvement ouvrier, la justice sociale, les droits collectifs, la solidarité internationale et une conception laïque du droit à l'éducation sont parmi les principaux apports du socialisme. Nous n'avons pas l'intention d'y renoncer. Ces valeurs restent au centre du combat que mènent les socialistes contre les forces du conservatisme politique et social. A l'heure où certains confondent les libertés avec les privilèges, partent en guerre contre l'idée d'égalité et les valeurs de fraternité, il est vrai que nous devons agir pour actualiser et faire revivre dans la conscience des Français les idéaux républicains. »

Un long chapitre traite de l'économie mondiale et de la crise, et s'interroge sur nos marges de manœuvre et sur les directions dans lesquelles nous devons avancer, avec quelles forces sociales et pour quelle stratégie. Sur ce dernier point la réponse est précise : « Nous ne savons pas si l'union entre le Parti communiste et nous pourra revivre demain et quelles formes prendrait une nouvelle alliance dans cette hypothèse. Mais nous n'avons pas l'intention, pour

(suite en page 4)

Lionel Jospin, Didier Motchane, Georges Sarre et Michel Charzat au comité directeur.

(suite de la page 3)

aujourd'hui, de nous résigner à ce que des forces puissantes, hier encore influencées par le Parti communiste, soient perdues pour la gauche. (...) Le Parti socialiste ne saurait faire répondre sa stratégie des spéculations conduites par les uns et les autres sur la question de savoir s'il aura, ou non, la majorité avec la gauche en 1986. Si nous n'avions pas la majorité, nous serions dans l'opposition. Nous ne ferions pas l'alliance avec la droite que certains craignent et dont d'autres rêvent. Nous n'arbitrerions pas entre l'une ou l'autre droite. Mais nous combattrions pour les valeurs et les propositions qui sont les nôtres, dans l'opposition, mais aux côtés du président de la République, pour préparer les nouvelles échéances politiques. Les militants socialistes, les gens de gauche doivent savoir que tel est notre choix. »

« Le Parti socialiste ne doit pas ignorer les autres composantes d'une gauche française qui est diverse et multiple. (...) Mais il est clair en même temps que la campagne des législatives, les combats politiques des prochaines années ne pourront être gagnés qu'autour du parti socialiste. Qu'il s'ouvre et rassemble, oui. Qu'il se dissolve dans une construction politique fabriquée pour les besoins d'un moment, non. On ne peut créer une grande force politique qu'en l'inscrivant dans un grand courant historique. La nôtre s'appelle « socialisme ».

Pierre Mauroy: "Pas de retour à la troisième force"

La contribution présentée au comité directeur par Bernard Derozier et signée, notamment, par Pierre Mauroy s'inspire largement de la préface rédigée par celui-ci pour son livre « A gauche ».

A propos de la stratégie du P.s., compte tenu de l'introduction de la proportionnelle, le texte estime que « le rôle du Parlement devrait se trouver accru » et se prononce contre une présidentialisation accrue du régime. Evoquant l'après 86, le texte déclare : « Ce que nous devons rechercher c'est faire vivre la notion de compromis nécessaire entre le président de la République et le Parlement (...) En toute hypothèse, il importe aujourd'hui d'imposer à la droite le respect de normes institutionnelles (...). Elle doit (...) accepter l'éventualité de cohabiter avec le président de la République (...).

« Si notre parti doit se fixer l'objectif d'aider le président de la République à mener son mandat à son terme, la plus grosse erreur que nous pourrions commettre serait d'assimiler le rôle du chef de l'Etat à celui de notre formation. Le Parti socialiste ne doit pas prendre le risque de chercher à sauver une majorité au prix de ses convictions. Ce serait un marché de dupes (...) Les logiques institutionnelles sont une chose, les choix politiques en sont une autre (...). Si, par hypothèse, le verdict des urnes était contraire, il appartiendrait au chef de l'Etat d'appeler un représentant de la nouvelle majorité à Matignon. Le Parti socialiste et son groupe parlementaire devraient alors, tout en soutenant l'action du chef de l'Etat, demeurer fidèles à leurs choix et animer l'opposition. »

Après avoir affirmé que les socialistes doivent faire du P.s. « le parti dominant du rassemblement de toutes les forces de gauche » et que « la proportionnelle ne saurait signifier le retour à une quelconque stratégie de troisième force ou de recentrage », les amis de Pierre Mauroy concluent : « Pour cela il faut un parti socialiste authentique et non un simple comité électoral (...) Disons tout net qu'un partage des rôles qui reposerait sur le couple pervers pragmatisme gouvernemental et orthodoxie du parti serait suicidaire (...) Notre conviction demeure intacte : les injustices suscitées par le système capitaliste ne peuvent être la loi définitive du destin des hommes (...). Notre ambition est de poursuivre l'exercice du pouvoir qui n'a de sens que dans la perspective historique du socialisme. »



Michel Rocard et Pierre Mauroy.

Pascal Lebrun

Le Cérès: "Le réalisme ne consiste pas à renoncer à son ambition"

La contribution signée des membres du Bureau exécutif appartenant au Cérès est intitulée : « Un projet contre le déclin : indépendance, croissance, démocratie ». Evoquant la rupture de l'union de la gauche, elle souligne qu'« une période s'achève irrémédiablement » et ajoute : « Réduit à ses seules forces, le Parti socialiste doit faire face à une puissante contre-offensive réactionnaire. Du choix de la proportionnelle, amplement favorisé par la rupture de l'union de la gauche, il résulte que les socialistes peuvent difficilement s'attendre à redevenir majoritaires dans les prochaines assemblées nationales (...) N'hésitons pas à le dire : le problème de la survie et de l'avenir du Parti socialiste est le principal enjeu du congrès de Toulouse. La logique de la proportionnelle ne doit pas entraîner le retour à des combinaisons sans principe qui seraient mortelles pour le Parti socialiste que nous avons fondé à Epinay (...). »

« Dans la période qui s'ouvre, le Parti socialiste n'a d'avenir que comme le pôle de rassemblement de toutes les forces de la France contre les forces du déclin qui tendent à ne faire d'elle qu'un simple compartiment du marché mondial, un pays de seconde zone



Télécabines ou équipements portuaires, crèches ou aéroports, ponts ou écoles, les collectivités locales, votre commune, votre département ou votre région ont toujours besoin de fonds pour financer de nouveaux équipements.

La Caisse d'Équipement des Collectivités Locales (CAECL), établissement public géré par la Caisse des dépôts, leur prête ces fonds qu'elle réunit en faisant appel à l'épargne publique, suivant 2 types d'emprunt obligataire :

- un emprunt permanent CAECL "Régions de France", le seul emprunt auquel vous pouvez souscrire à tout moment, dans les bureaux de poste, les caisses d'épargne, chez les comptables du Trésor et les agents de change.
- des emprunts CAECL ponctuels, disponibles aux mêmes endroits, mais aussi dans les banques.

Les obligations de la CAECL, un placement sûr et rémunérateur par lequel vous participez à l'équipement des collectivités locales en France.

La CAECL
finance les collectivités locales.

CAECL

(...). Dans les vingt années qui viennent, la question décisive, la seule ligne de partage valable dela vie politique de notre pays et en Europe consistera à savoir qui veut, qui ne veut pas, construire un centre de décision indépendant de notre continent (...) »

Développant ensuite les trois exigences qu'ils considèrent comme prioritaires, indépendance nationale (qui suppose aussi ce développement de la force de l'Europe), croissance économique (qui exisge à la fois une grande politique industrielle, une politique monétaire pragmatique et une politique de la répartition et des revenus), enfin démocratie sociale (qui doit aussi prendre en compte l'évolution vers un véritable régime présidentiel), les signataires du texte du Cerès concluent à propos des choix stratégiques du P.S. :

« Nous dirons (...) non à ceux qui, sous le prétexte d'un faux réalisme, voudraient passer d'un libéralisme plus ou moins honteux à un libéralisme proclamé. Le réalisme ne consiste pas à renoncer à son ambition pour s'accommoder des réalités. Il consiste à se donner les moyens d'une ambition orientée vers les mêmes directions sur des objectifs accessibles : faire de l'indépendance française et de l croissance le ressort de l'Europe et de la démocratie sociale.

« Le projet d'une République moderne n'est rien d'autre que le mariage du Parti socialiste avec les réalités de la nouvelle période. C'est sur cette base-là que nous pourrons mobiliser en 1986 notre électorat et au-delà les forces de progrès qui existent dans notre pays (...). Nous ne voulons pas d'un « Bad-Godesberg » à la française qui ferait du Parti socialiste l'alibi social du règne des multinationales sur une Europe vassalisée. » ●

LIVRES

« Gagner à gauche » : pas seulement un pari.

Miser sur une victoire de la gauche en 1986, par les temps qui courent, relève d'un solide optimisme. C'est pourtant ce pari que fait Gérard Delfau, sénateur socialiste et président de l'I.s.e.r., dans son livre « Gagner à gauche » (Robert Laffont). Ce mitterrandiste de la première heure en a vu d'autres, depuis 1965.

La victoire est donc possible, mais à condition de passer du stade de l'union de la gauche à celui de « l'union des gauches ». Delfau part d'une constat évident : l'union de la gauche est morte. Mais toute forme d'union n'est pas impossible pour autant. « Simplement les contours ont changé ». Pour Delfau, le nouveau périmètre doit englober, au-delà des militants et de l'électorat des partis traditionnels de la gauche, cette gauche qui vit « ailleurs et autrement », c'est-à-dire le monde associatif en pleine expansion. Ce « civisme de proximité », qu'il s'attache aux loisirs, aux droits de l'homme, ou au développement local se révèle progressiste dans la mesure où il apporte comme message l'idée du « projet collectif ». C'est donc à la gauche traditionnelle de fédérer ce mouvement qui risque de s'éparpiller. Le P.s. doit être le « moteur », le « fer de lance » de cette union des gauches qui pourrait se rassembler sur un « contrat de gouvernement ».

Une telle orientation suppose que « le Parti socialiste modifie son dispositif de combat et qu'il reconnaisse explicitement que cet émiettement de la gauche c'est aussi sa richesse. L'objectif serait de trouver un mode de fonctionnement ou chacune des composantes de cette nouvelle « concentration républicaine » ait sa place.

ANTOINE VIOLET

Actualités sociales en bref

PAR CLAUDE JADOUL

MANIP

Renault se grippe... la C.g.t. s'enrhume

En ne « réunissant » pas « sa » manifestation des Renault, la C.g.t. vient de subir l'échec le plus cuisant qui soit. Renault, ce n'est pas rien, c'est tout un symbole depuis la Libération. « Phare social », la Régie est le prototype de ces forteresses que la C.g.t. avait réussi à contrôler. La question est maintenant de savoir s'il faut parler à l'imparfait après la faible mobilisation du 10 mai.

La C.g.t. et la direction de la R.n.u.r. avaient tissé des liens étroits en quarante ans. Et la politique sociale de la Régie reste, jusqu'à ce jour, partie intégrante de la dynamique du groupe nationalisé. Rien d'important ne s'y est réalisé, sans une concertation permanente grâce à laquelle la C.g.t., du fait de sa puissance, pouvait infléchir la politique du groupe. Ce mécanisme est peut-être grippé. Et la C.g.t. a, sans nul doute, présumé de ses forces en appelant à manifester un 10 mai.



Sipa-presse

Cette date-symbole n'a pas eu l'effet mobilisateur attendu. Au contraire. En s'abstenant de participer à cette manifestation, des milliers de cégétistes convaincus ont refusé de suivre le mot d'ordre venu d'en haut. Serait-ce que ces adhérents n'ont pas voulu manifester « contre ». Contre le gouvernement en l'occurrence, compte tenu précisément de la date-symbole ? Cet élément doit être retenu parmi d'autres raisons de cet insuccès.

Le problème n'est d'ailleurs pas qu'il y ait eu 7 000 ou 8 000 manifestants à Paris. C'est en effet dans les établissements, pris un par un, que l'échec est le plus évident. La manifestation du 10 mai n'a pas été suivie de débrayages imposants, loin s'en faut ; l'activité ne s'est pas arrêtée ; le mot d'ordre n'a pas fait recette. Selon la Régie, 7,7 % de salariés ont, globalement, débrayé : 27 % à Billancourt, 29 % à Saint-Ouen, 2 % à Sandouville, etc. Bref, le bastion ne « rend » plus comme par le passé. Il n'y a pas eu de grève-bouton, si tant est qu'il y en ait jamais eu... En soi, ces pourcentages créent problème pour la C.g.t..

Les « durs » du Bureau confédéral – Louis Viannet et Michel Warcholak, entre autres – feraient bien de réfléchir à deux fois avant d'emboîter plus avant le pas au P.c.f. On n'est plus en 1947. C'est d'autant plus vrai que la C.g.t. de 1985 répugne à ce rôle, même dans ses sphères dirigeantes. On remarque, par exemple, qu'il y a un décalage entre le discours anti-gouvernemental de certaines U.d. et fédérations, et les prises de positions d'une tonalité plus antipatronale des instances confédérales. Serait-ce qu'à ce niveau on perçoit mieux la difficulté d'ensemble de mobiliser, tandis qu'à l'échelon intermédiaire (parfois étroitement lié à l'appareil du P.c.f. avec lequel il se confond souvent) on s'en tient aux vieux réflexes ?



Pascal Lebrun

Henri Krasucki et André Sainjon à la manifestation du 10 mai dernier.

Edmond Maire.



Sipa-presse

CHOMAGE

L'Unédic en difficulté ?

André Bergeron, secrétaire général de F.o. connaît bien le dossier de l'Unédic. Et pour cause : il en est le président.

Bergeron n'y est pas allé avec des gants pour parler des difficultés de trésorerie de l'Unédic. Le déficit de cet organisme dépasserait les trois milliards de francs « si aucune mesure n'intervient rapidement ». Le leader de F.o. préconise d'« augmenter le taux de la cotisation versée aux Assédic par les entreprises et les salariés », estime-t-il.

INGENIERIE

Technip : le démantèlement?

Le numéro un français de l'ingénierie, Technip, connaît des difficultés sérieuses depuis plusieurs mois. Les pertes financières avoisineraient les deux milliards de francs. En contrepartie d'une augmentation de capital à laquelle participeraient Elf et la C.f.p., il est à craindre qu'une nouvelle « charrette » se profile à l'horizon.

Qui dit charrette, dans un tel secteur, signifie aussi fuite des cerveaux et démantèlement des équipes constituées depuis des années.

EUROPE

La C.e.s. et la flexibilité

Edmond Maire et André Bergeron viennent de se retrouver au coude à coude... à Milan. C'est en effet dans la capitale du Nord de l'Italie que vient de se réunir la congrès de la Confédération européenne des syndicats dont la C.f.d.t. et F.o. sont tous deux membres. Il y a gros à parier, en revanche, que les deux leaders syndicaux divergent partiellement sur le thème de la réunion : la flexibilité. Le texte soumis aux congressistes était d'ailleurs résolument hostile à la flexibilité. L'analyse de la C.e.s. est claire : « La crise économique, est-il écrit dans le rapport introductif, a servi de prétexte au patronat pour remettre en cause des droits et des avantages antérieurement acquis par les travailleurs (...) ; au nom de la flexibilité, des conditions de gestion et de production des entreprises, le patronat veut maintenant obtenir un démantèlement sans limite, sans contrôle, et sans contrepartie de la législation du travail. »

Ce débat est d'autant plus important qu'il se situe à la veille du congrès de la C.f.d.t. de Bordeaux où partisans et adversaires de la flexibilité de l'emploi vont faire entendre publiquement leur voix.

VIEUX REFRAINS

Le C.n.p.f. contre le Smic

Yvon Chotard vient, une fois de plus, de remettre en cause le Smic. Pour le vice-président du C.n.p.f., pas de doutes : « Si nous voulons garder le Smic, il faut remplacer croissance par crise. » Il faudrait donc faire stagner le Smic nouvelle formule, ce qui ne serait pas sans conséquences sur le niveau de la consommation des ménages. Et, par voie de conséquence, la proposition du patronat se répercuterait sur l'ensemble des salaires, dont le Smic constitue précisément un point de repère communément admis depuis des décennies. Le C.n.p.f. intègre donc bien la société « duale » dans son raisonnement, en proposant la « contractualisation du Smic ». André Bergeron a donc riposté en expliquant que le patronat « tente d'accentuer un accroissement des inégalités. »

Voilà un nouvel aperçu du « cahier de revendications » que le C.n.p.f. voudra faire prendre en compte par la droite...

CONGRES

Maire à l'horizon de Bordeaux

Edmond Maire est-il en passe de « réussir » son congrès de Bordeaux ? Le secrétaire général de la C.f.d.t. a réussi, en tout cas, à rétablir une situation compromise en décembre, peu après l'échec des négociations sur la flexibilité de l'emploi. C'est à un véritable « recentrage » à gauche que vient de procéder le leader cédétiste avec la présentation de son rapport : « Ce que veut la C.f.d.t. ». Il faut maintenant espérer un quitus acceptable à Bordeaux, même s'il ne fait pas aussi bien qu'il y a trois ans. Sur la flexibilité, par exemple, le secrétaire général adopte un ton très « gauche ». Ne vient-il pas de demander que les C.f.r. (Congrès formation reconversion) « soient inclus dans les demandes d'emploi » ? Encore faudrait-il que la négociation débouche avec le patronat sur cette question.

LA FILIERE VIANDE

II. GROSSE BOUFFE, MALBOUFFE ET MALNUTRITION

La pratique alimentaire évolue au rythme de la société. Le consommateur exige de l'information sur sa nourriture. La viande, le produit-roi du panier de la ménagère, avec 106 kg par an et par tête d'habitant — le Français se classant en troisième position des carnivores derrière l'Américain et l'Argentin — illustre les problèmes de la malbouffe. Et pendant que nous engraissons notre cheptel de tourteaux le tiers monde crève de faim...

PAR DENIS DANGAIX



« Chouet burger ». 50 grammes de viande de bœuf légèrement assaisonnée, 15 % de matières grasses, un petit bâtonnet porteur et le tour est joué. Voici le steack haché esquimau. « Chouet burger » ou la sucrerie carnée... je craque. Et que l'on ne s'y trompe pas, ce nouveau petit « quatre-heures » est bien français.

Antoine Freuchet, ancien boucher, devenu industriel de la viande hachée par la société alimentaire de Guidel (Morbihan) interposée, est l'original inventeur du steack bâtonnet. Il l'avait présenté lors du dernier Salon international de l'alimentation comme un produit devant « associer l'attrait du steack haché qui s'avale tout seul sans mastiquer au plaisir de la friandise que représente l'esquimau glacé pour les enfants ». Un steack bâtonnet... quel punch ! Et quel exemple.

Création de nouveaux débouchés, rôle prédominant de l'offre sur la demande, l'illustration est parfaite. La filière viande, comme les autres secteurs alimentaires, explore toutes les facettes du désir de la consommation. Terminée la grosse peur des siècles passés. La crainte de l'« avoir faim » n'existe (presque) plus dans nos sociétés.

Du moins en sommes-nous persuadés. On mange, on s'alimente, on consomme, on se nourrit. Combien de pratiques différentes cette même action signifie-t-elle ? L'assiette intéresse aujourd'hui autant que le contenu. Pourquoi ? Car l'alimentaire laisse sa fonction physiologique première au vestiaire des modes de vie. Diététique et écologie. Fast-food et jogging. Recherche de qualité. Ça, c'est chez nous. Famine et explosion démographique. Urbanisation sauvage et sous-équipement. Monoculture et désertification. Ça... chez les autres.

Les kilos de la bouffe

Pas de maladie. Pas d'antagonisme. La machine tourne. Cette machine, ce système alimentaire qui profite de tous les modes de vie, de tous les besoins, de toutes les incertitudes pour se développer. Exemple : problème d'eau potable en Afrique. On implante et on favorise l'expansion des boissons comme la bière et le soda. On installe des usines de lait reconstitué à partir de poudres importées. Bonne chance Coca, Pepsi et Nestlé. Autre exemple : hormones et agents de texture, additifs et colorants sont des constituants « rajoutés » de la matière alimentaire. Lors d'une enquête de la Sofres, réalisée en 1980 pour la Fondation française de la nutrition, enquête effectuée auprès d'un échantillon de 2 000 personnes, 48 % des personnes interrogées associent « cancer » et « colorants », 27 % « cancer » et « hormones », 25 % « cancer » et « emballage plastique », 20 % « cancer » et « engrais ». Les chiffres parlent d'eux-mêmes et seraient vraisemblablement confirmés aujourd'hui.

L'alimentaire est suspect chez nous : « malbouffe » ici. Il est catastrophique dans le tiers monde : malnutrition là-bas.

Bigre ! ce que le panier de la ménagère est lourd. Entre le « cru » et le « cuit », le « végétal » et le « carné », le « pré-emballé » et la « conserve », l'alimentaire représente son pesant d'ingurgitation. 1978, enquête Insee. En poids par an et par tête d'habitant. Vin : 100 kg ; pommes de terre : 61 kg ; pain: 57 kg; viande : 100 kg ; sucre : 9,6 kg ; beurre : 8 kg ; pommes : 16 kg ; oranges : 11 kg... Même le brie et le camembert sont comptabilisés. 4 kg chacun, quel pied ! Six années après, les kilos de bouffe continuent leurs additions. Avec 106 kg de viande, le Français est le troisième avaleur de carné au monde, derrière l'Américain (115 kg) et l'Argentin (120 kg). Le pain :62 kg (en 1885, le Français mangeait 295 kg de pain pour 38 kg de viande). La pomme de terre stagne à 60 kg, les pâtes et le riz, 13 kg environ.

Si ce panier est écrasant, il est aussi dépendant de la catégorie sociale du porteur. L'alimentation populaire est plus « chargée » que la « bourgeoise ». Deux chercheurs de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra), Jean-Pierre Aron et Gérard Blond, en ont fait une spécialisation. La « bouffe bourgeoise » fut longtemps le signe de reconnaissance de la classe dite privilégiée. Aujourd'hui encore, cela fonctionne. « Dis-moi ton panier, je te dirai qui tu fréquentes »... Avec une nuance toutefois : l'équation « distinction de l'aliment classe du porteur » prend en compte le mode de vie du consommateur. Alors, en vrac, l'endive est prisée par le cadre supérieur, la patate reste au menu de l'ouvrier. L'industriel raffole du mouton, le porc est réservé au travailleur à la chaîne. La secrétaire craque sur le haché-grillé, la salade fait fort dans le monde rural. Et le Ketchup-Coca, chez le jeune branché. Equilibré tout ça ? Oh ! que non !...

L'évolution de la pratique alimentaire, sa rapidité traduisent un changement parmi les groupes sociaux. Ceux-ci sont plus mobiles, avec une augmentation de femmes actives ou de diplômés d'études supérieures. Ils habitent la grande périphérie et sont porteurs de normes nouvelles (Consumérisme) (1). Ils entraînent deux comportements principaux : la déstructuration du repas et l'accroissement de la prise du déjeuner sur le lieu de travail.

Explosion de la cellule familiale, recherche de la qualité, tout devrait profiter au dogme du « Se bien nourrir pour mieux vivre ». Pourtant, la réalité est autre. La consommation d'abord. Difficile d'en donner une définition précise car celle-ci prend, de fait, en compte ce que l'on appelle les effets induits. Si, par exemple, la consommation ne représente que les seuls achats directs des ménages, le poste est énorme. La quarantaine de milliards de repas annuels (2) effectués par les Français pourraient correspondre à une « consommation » estimée à 550 milliards de francs (420 milliards pour les repas à domicile et 130 milliards pour les repas à l'extérieur), soit 27 % de l'ensemble de la consommation totale des ménages (3). De plus la consommation n'est pas un acte neutre. Il produit du « travail domestique ». Près de 17 milliards d'heures passées à la cuisine et à la vaisselle par les Français en 1975. Un chiffre Insee rappelé par Bernard Préel, directeur du département services et prospectives sociales du Bureau d'information et de prévision économique (Bipe) (4). Et il est le produit d'un ensemble de services.

Expansion du kit alimentaire

La filière alimentaire le démontre : la consommation est le stade final de la production après la transformation et la distribution. « Toute la logique de l'offre de l'industrie, écrit Bernard Preel (5), consiste à jouer tantôt sur le besoin d'une alimentation assurée par autrui, tantôt sur celui d'une alimentation autoproduite. » Voici la notion du produit « clé en main ». Le self-service, illustration parfaite de la société, l'usage du kit alimentaire, puis le passage rapide du cru au cuit. L'expansion du fast-food, la civilisation du plat cuisiné et l'ère qui s'ouvre du plat livré à domicile achève les symptômes de cette malbouffe. Rajoutons un zest de suspicion, une bonne tranche de volonté diététique, trois cubes de « mode, ligne et mauvaise conscience », une paille de recherche alimentaire, et nous y voilà. 45 % des personnes se préoccupent plus qu'auparavant de leur alimentation et 25 % d'entre elles suivent un régime alimentaire... dont 9 % pour maigrir.

Retournons à notre filière. Au 1,3 million de tonnes de viande à consommer, et au comportement de l'usager devant l'aliment-roi de son panier. Selon la Secodip (So-

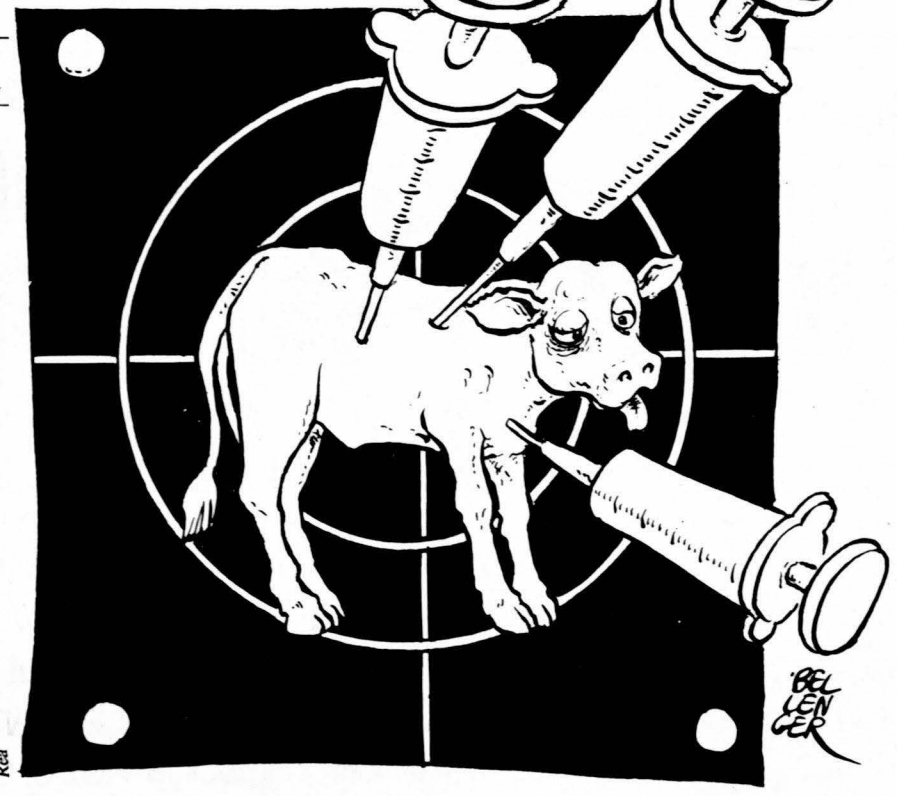
Tous les Français n'ont pas la mémoire courte... et ne sont pas des veaux

Sous le titre « Le ministre des veaux fait l'âne », « le Canard enchaîné » du 17 septembre 1980 informe ses lecteurs que Pierre Méhaignerie, ministre de l'Agriculture de cette époque, venait « personnellement » de prendre la décision de faire envoyer au pilon 190 000 exemplaires de « 50 Millions de consommateurs », le mensuel de l'Institut national de la consommation. « Motif, précisait « le Canard », ce numéro, qui devait être mis en vente samedi prochain (le 20 septembre 1980, NDLR), contenait un article sur les animaux dopés aux médicaments ». « Sous le titre « Ne suivez pas le bœuf » poursuivait l'hebdo satirique, une journaliste expliquait notamment que les veaux ne sont pas seuls à être traités aux hormones et alimentés avec d'autres produits dangereux. »

Cela avait plu à Pierre Fauchon, ex-boss de l'I.n.c., mais pas plu à Méhaignerie. Le sieur Méhaignerie ajoute « le Canard », « qui n'est même pas ministre de tutelle de l'institut ». L'article a donc changé de forme... Coût de l'opération : 20 000 F de gaspillés, termine l'hebdo. C'était notre rubrique : « Et si l'on rafraîchissait les mémoires ».



Rea



Paradoxes de la faim...

600 millions d'habitants, selon la Banque mondiale, seront touchés par la malnutrition permanente en l'an 2000. Terrible statistique. Que faire ? Pendant la disette les travaux continuent... Voici quelques éléments de ce débat, tirés d'un excellent dossier du journal « Croissance des jeunes nations » (1). Des éléments à méditer.

« (...) L'extrême malnutrition coexiste avec la grande bouffe... La sous-alimentation coexiste avec de réelles potentialités alimentaires... La faim est le fruit d'une agriculture orientée vers les exportations. Ce sont ceux qui nourrissent les autres qui souffrent le plus de malnutrition... La nourriture des affamés ne se trouve pas sur la voie d'un développement à la mode occidentale... La faim du tiers monde est un sous-produit de notre système économique... Enfin, la sous-alimentation subsiste dans des pays qui ont pourtant accru leur production agricole mais doivent acheter de quoi se nourrir... »

(1) In « Croissance des jeunes nations », n° spécial 254, octobre 1983. 163, bd Malesherbes, 75017. Tél. : 766.01.86.

Seuls, l'Académie de médecine et le Conseil supérieur d'hygiène sont habilités à donner ponctuellement des autorisations d'adjonction d'additifs. Mais top-secret pour la consommation ! Il n'existe même pas de listes récapitulatives et, comme les multinationales n'ont pas à fournir d'explications publiques sur les propriétés de ces produits, on nage dans l'irrationnel. Et de l'irrationnel à la peur, le pas est vite franchi. Voici pourquoi le mot cancer était si souvent accolé aux additifs lors du sondage Sofres cité plus haut.

On ne sait rien, ou pas grand-chose, sur les implications qu'ont ces agents de supplémentation. Tout ce que l'on peut affirmer avec certitude, c'est l'emploi dans la filière — poids, saveur, goût, aspect... obligent — de cette chimie. Et pourtant... Tenez : deux extraits de documents émanant de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra). Le premier, provenant du laboratoire de recherches et d'études sur l'économie des I.a.a. (Industries agroalimentaires), date de 1980. Il concerne les « additifs et autres éléments de supplémentation utilisés en alimentation animale ». Cité par « Que Choisir ? », numéro spécial de février 1983 intitulé « La viande est-elle bonne ? », cet extrait précise : « (...) les additifs ne risquent-ils pas de laisser dans les produits animaux consommés par l'homme des résidus susceptibles d'être préjudiciables à sa santé ? Bien des points restent encore obscurs, inconnus ou mal connus : phénomènes d'interférence, effets allergisants, résistances bactériennes... »

Dans un autre document titré « Inra et I.a.a. : compte rendu des travaux de la commission viande » il y est affirmé : « (...) De nombreux additifs sont utilisés dans la préparation des produits carnés et leurs rôles sont multiples. Ils posent des problèmes spécifiques (...) » Suit une longue série de questions dont le moins que l'on puisse dire, c'est que l'on en attend les réponses avec impatience. Oui, inquiétude, suspicion... Alfred Kastler dans son livre « le Grand Massacre (7) » frappe fort : « Les recherches s'effectuent essentiellement sur le goût et l'aspect de la viande, c'est-à-dire sur ce qui attire le client au premier abord, et non sur la qualité intrinsèque de la viande pour la santé, qui peut rebuter le client dans une seconde phase (...) » Les additifs servent aussi à ça.

Le premier d'entre eux, le plus connu, c'est bien évidemment l'hormone. Alors là, on baigne dans la folie. Le veau boursouflé de Des (Stilbènes et dérivés), la viande tellement blanche, propre, sûre qu'on en redemanderait (à tort) est bien l'innocente victime de ces anabolisants. Depuis le 15 février dernier, la loi Rocard du 16 juillet 1984 est entrée en application. Au grand dam de l'Union fédérale des consommateurs qui, du coup, a relancé son boycott comme au bon vieux temps de 1980. La loi précise l'interdiction du Des mais autorise au cas par cas certains produits de synthèse. Seuls les vétérinaires sont habilités à les administrer. Vaincre la fraude est l'objectif de cette loi, votée, cela dit en passant, à l'unanimité moins une voix (une erreur de manipulation ?).

Combattre la fraude, c'est bien, mais comment va-t-on, dans le fatras des textes communautaires, empêcher la politique du « Chacun pour soi, la C.e.e. fera le reste » ? Comment va-t-on régler le problème des réseaux parallèles ? Les Italiens, grands utilisateurs devant l'Eternel de produits interdits, ont diminué leurs importations de viandes françaises de 30 %. Motif : on ne sait pas ce qu'il y a dedans. Les Allemands, même chose. Ils veulent faire plaisir aux Verts, dame. Mais dans les Länder, ils piquent. Et la filière belge ? 12 personnes de l'hormone-connection ont été arrêtées le 12 avril dernier.

La loi Rocard est courageuse, volontariste, mais qu'elle est difficile à faire comprendre ! Surtout quand l'U.f.c. se fait condamner par la Fédération nationale bovine, le 22 avril, au tribunal de grande instance de Paris. Et ça pour une première... Il y est fait « interdiction à l'U.f.c. de publier dans la revue « Que Choisir ? » ou de faire publier tout article ou tout communiqué appelant au boycott de la viande de veau sous astreinte de 20 000 F par infraction constatée ». Et de dire « que cet appel au boycott constitue un trouble manifestement illicite auquel il doit être mis un terme ». Ce qui fait poser une bonne question par la bouche de la Confédération syndicale du cadre de vie (C.s.c.v.) demandant : « Une bonne organisation de consommateurs est-elle une organisation respectueuse, muette et inactive ? » Qu'en pense la Fédération nationale bovine ?

Pourtant cette viande, produit de la filière, est bonne et de qualité. On peut et doit consommer mieux (8). Tout « non-dit » a des effets immédiats. Alors que la pratique alimentaire est en pleine évolution, le consommateur exige de la part des professionnels, comme des pouvoirs publics, le maximum d'information sur son produit. Normal, n'est-ce pas ? ●

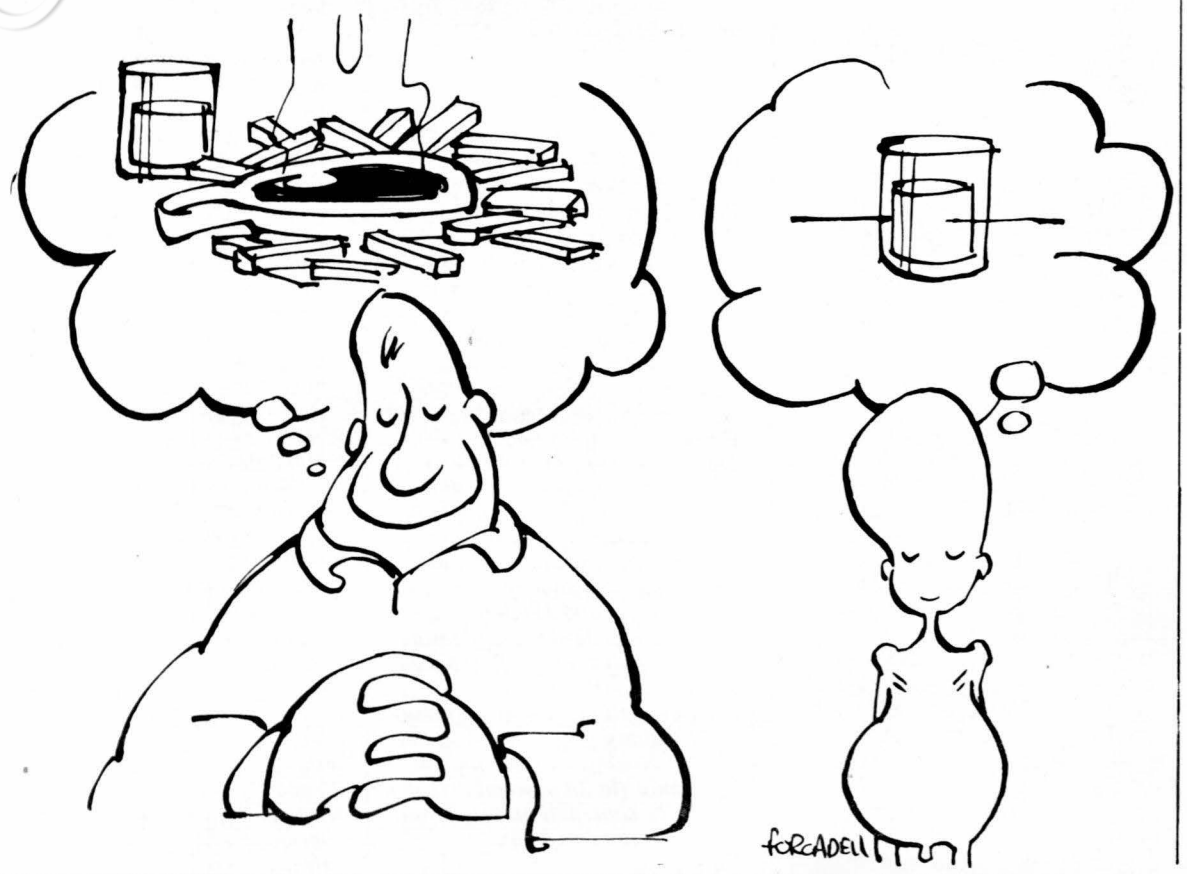
(1) In rapport « Industrie alimentaire et alimentation de l'avenir », Gérard Joulin — Mission à l'innovation — Mai 1981.
(2) Enjeux, journal de l'Afnor — Juin 1984 — Pour une esquisse des modes de consommation alimentaire, p. 30 — Bernard Préel.
(3) Idem.
(4) Idem.
(5) Idem.
(6) C'est à partir de cette étude qu'est né le slogan : « Quel punch le bœuf ! »
(7) « Le Grand Massacre » — Ed. Fayard — Alfred Kastler, p. 216.
(8) « 50 Millions de consommateur » — avril 1985.

ciété d'études de la consommation, distribution et publicité), dans une étude réalisée pour la Fédération nationale bovine en 1982 (6), voici comment le consommateur perçoit la viande de bœuf : elle est nourrissante, donne du dynamisme, elle est indispensable à la croissance des enfants et bonne pour l'équilibre. Bigre, beau tir groupé. Ajoutons que l'usager ne considère pas le bœuf comme un animal plus noble que d'autres et qu'il n'est pas important de manger du bœuf pour être en forme, le tour est complet. La réalité est beaucoup plus complexe que cela. Toutes les études scientifiques, consuméristes voire agricoles, utilisent un autre langage. Des termes appropriés aux débats et conflits qui agitent le monde carné.

Antibiotiques, produits de synthèse, coccidiostatique (un anticoccidiose, affection très répandue notamment chez les volailles), colorants, conservateurs, arômes, agents naturels ou artificiels... tels sont les fameux additifs. Dénommés par les firmes multinationales « éléments de supplémentation », les additifs sont des éléments nutritionnels » (vitamines, minéraux, oligo-éléments) ou des produits vétérinaires à rôle de prévention et d'activation ou encore des substances dites auxiliaires, les arômes par exemple. « 150 additifs, faut-il en avoir peur ? » titrait « le Matin » du 30 août 1982 dans un dossier intitulé : « Faut-il se méfier de ce que l'on mange ? » La réponse ne sera jamais apportée.

Les tourteaux de la dépendance

Manioc-soja... De la Thaïlande ou du Brésil jusques aux ports Breton, la route est longue. En dehors des professionnels, qui sait véritablement que des superficies entières de pays en voie de développement sont totalement ravagées par les méfaits écologiques de la monoculture ? Expansion capitaliste oblige. Les multinationales agro-alimentaires décident à Rotterdam ou à New York ce que le paysan thaïlandais ou brésilien doit faire. Et quelle inconséquence !



Manioc-soja, c'est la combinaison en produit de substitution des éléments protéiniques indispensables pour nos viandes. Eh oui ! Alors qu'en Thaïlande, le paysan a faim, car il abandonne la culture du riz, il cultive du végétal pour les bêtes occidentales. Même chose au Brésil, le soja s'exporte bien, le paysan doit produire du tourteau. Est-ce que nos porcs, nos volailles et nos vaches laitières peuvent se passer de ce complément alimentaire ? La question mérite d'être posée. Une chose est certaine, le soja est le troisième poste déficitaire de la balance commerciale française. En 1981, il atteignait 6 milliards de francs de solde négatif, ce qui faisait dire à Edith Cresson, alors ministre de l'Agriculture : « Notre élevage est dans une situation de dépendance presque totale vis-à-vis des importations de protéines, très comparable à celle que nous connaissons dans le domaine énergétique. » Déficit agricole en Thaïlande, déficit budgétaire en France, Dieu, quel système économique et quel état de dépendance, l'agro-alimentaire a construit !

A lire chez Maspero, « La Découverte », le livre « instructif » de Jean-Pierre Bertrand, Catherine Laurent et Vincent Declercq : « le Monde du soja ».
Et « la lettre de Solagral », dossiers Soja et manioc. Tél. : 535.77.77.

PRISONS : LE RAS-LE-BOL DU TROP-PLEIN

La surpopulation et la promiscuité sont à la base de la tension dans les prisons. Mais elles n'expliquent pas tout. Pourquoi y a-t-il tant de détenus non encore jugés ?

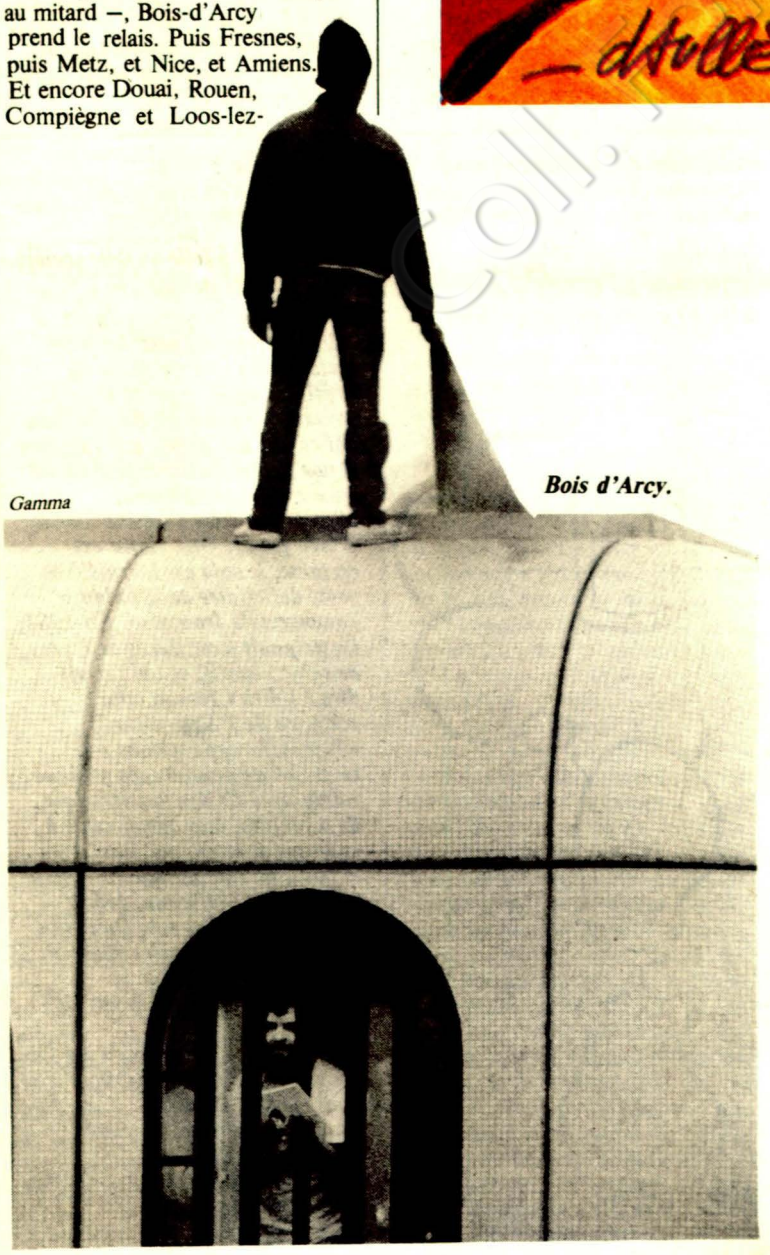
PAR MARTINE DUCOUSSET

« TROIS pour huit mètres carrés, y en a marre. » Quelques mots écrits au feutre sur un chiffon blanc, une banderole improvisée qu'on agite à la fenêtre d'une cellule. « Y en a marre. » Marre des matelas en surnombre posés à terre, marre de ne pouvoir se retourner sans écraser le pieds du voisin, marre, vraiment marre, de manquer d'espace vital. Au fil des jours, ce qui était difficilement supportable devient intolérable. Alors, fatalement, ça explose.

Tout a commencé le 5 mai dernier, à Fleury-Mérogis. Dans la cour de promenade les hommes, soudain, refusent de rentrer. Un petit groupe parvient à se saisir des clés d'un surveillant et, très vite, ouvre grilles et portes de cellules. Certains détenus ne bougent pas d'autres se joignent aux mutins qui arrivent bientôt aux parloirs et à l'infirmerie, en saccageant tout sur leur passage. Furieusement. Comme s'ils voulaient casser de la prison. Ça devient fou : des hurlements partout, des hommes qui se tailladent profondément les bras, des médicaments avalés par poignées. Les surveillants sont débordés. C'est la police, immédiatement appelée, qui rétablira l'ordre.

Ce n'était qu'un début. Fleury est calmée — avec au bout du compte huit millions de dégâts et une vingtaine de détenus envoyés au mitard —, Bois-d'Arcy prend le relais. Puis Fresnes, puis Metz, et Nice, et Amiens. Et encore Douai, Rouen, Compiègne et Loos-lez-Lille. Partout, des troubles éclatent, des détenus grimpent sur les toits, et crient leur colère. Sur les 180 prisons que compte la France, 10 % environs sont touchées. Moins qu'un embrasement, certes, mais davantage qu'un feu de paille. Un « y en a marre » qui fait mal.





Gamma — *Bois d'Arcy.*

Mort de la prison

Un « y en a marre » qui fait mourir aussi. Patrick Burodo, inculpé de vol qualifié, incarcéré à Bois-d'Arcy depuis trois mois, s'ouvre le bras avec un morceau de vitre. A la maison d'arrêt du Havre, on retrouve un jeune détenu de vingt-sept ans pendu dans sa cellule. A la prison Saint-Paul de Lyon, un prévenu essaie de se suicider : il est toujours à l'hôpital, dans un état comateux. A Fresnes, Alain Pinol, trente-deux ans, se tue en tombant du toit où il s'était réfugié avec quatre-vingts de ses camarades pour protester contre les conditions de détention. A-t-il glissé ? A-t-il été touché à la jambe par une grenade lacrymogène qui l'aurait déséquilibré ? Les versions divergent. Mais le jeune homme est mort. Mort de la prison.

Alors, la faute à la surpopulation ? Oui, bien sûr. Non, pas si simple. C'est vrai que les établissement pénitentiaires débordent : 44 467 personnes incarcérées dans les prisons françaises, pour 32 500 places seulement. On essaie de caser tout le monde, et ça donne des situations aberrantes : 1 555 détenus de trop à Fleury-Mérogis, 950 à Bois-d'Arcy, 1 157 à Marseille. A Bordeaux, on trouve 520 prisonniers pour 241 places ; à Amiens, 576 pour 279 places ; à Metz, 749 pour 475 places et à Fresnes, 3 642 détenus pour 2 556 places. Pour tous ces hommes enfermés, c'est l'enfer. Parce que c'est invivable. La prison n'a déjà rien de franchement rigolo, mais la promiscuité forcée à ce point ne peut, à la longue, que provoquer des drames.

Trop-plein, surpopulation, d'accord. Mais en trouvant cette explication-là, on n'a encore rien dit. Rien dit de la déprime d'un détenu privé de parloir tellement il faut attendre son tour pour ces visites bénies venues de l'extérieur. Rien dit de l'agacement qui le prend quand ses deux compagnons de cellule fument clope sur clope alors que lui ne supporte pas l'odeur du tabac. Rien dit de cette terrible chose qui l'oblige à supporter un autre qu'il n'a pas choisi.

Rien dit sur le fond non plus. Pourquoi tant de gens en prison, pourquoi cette foule de détenus ? ce siècle serait-il plus criminel que les autres ? Bertrand, ex-taulard toujours très concerné par ce qui se passe « dedans », répond par la négative : « le problème est toujours le même depuis des années. On enferme, on enferme, on enferme. Le flic fait son boulot de flic : il tape un rapport. Et le magistrat écroue. Les prisons sont pleines de prévenus incarcérés, fréquement, pour des délits mineurs, le jugement traîne à n'en plus finir. Un gamin que je connais bien, Sylvain, petit braqueur sans importance, est en préventive depuis 28 mois. J'ai fait, moi quatre ans de taule avant que mon dossier d'instruction ne soit bouclé. C'est comme ça qu'on remplit les prisons. Comment voulez-vous éviter que ça fasse boum, un jour ou l'autre ? »

Détenu, mais pas encore jugé, c'est malheureusement la norme. Un prisonnier sur deux attend de passer devant un tribunal. Et souvent, pour pas grand-chose. Les adolescents de 15 ans ou 16 ans qu'on a vus faire des acrobaties sur les toits des prisons n'étaient pas de dangereux malfaiteurs. Juste des presqu'adultes qui avaient joué à des jeux dangereux : vol à la tire, petits cambriolages, ou même simplement canettes de bière dérobées dans un hypermarché. Evidemment, ce n'est pas bien. Mais était-il vraiment nécessaire de les citrer en maison d'arrêt pour leur faire expier ?

Le système déraille, Bertrand en est convaincu : « ce n'est pas un hasard si les grandes centrales comme Clairvaux, Melun, Poissy, ou l'île de Ré, n'ont pas bougé. Là, les gars ont été condamnés. Ils ont tant à tirer, et ils s'arrangent pour que ça se passe le mieux possible. Ils ne prendront jamais le risque de participer à une mutinerie qui pourrait leur sucrer une heure de parloir, ou les faire envoyer dans une centrale plus dure. Ce qui les intéresse, c'est l'aménagement de leur territoire. Dans les maisons d'arrêt, c'est différent : ils pensent d'abord à la liberté. »

Un problème de droits de l'homme

Détenu, mais pas encore jugé. C'est celui-là qui allume l'étincelle. Mais pourquoi, mais comment ? Robert Badinter, depuis son arrivée à la Chancellerie, s'est toujours montré favorable aux peines de substitution. Celles créées en 1975 — retrait du permis de conduire ou de chasser, jour-amende, immobilisation du véhicule. Ou le travail d'intérêt général (T.i.g.), institué le 1er janvier 1984 : le prévenu peut choisir d'effectuer un travail non rémunéré de 40 à 240 heures pour la communauté plutôt que de purger une courte peine de prison. Autres alternatives à la détention : le contrôle judiciaire, qui existe depuis 1970 et permet à tout inculpé pour une faute légère d'éviter la détention. Et le débat contradictoire avec le prévenu, l'avocat et le substitut, réunis devant le juge d'instruction pour décider de la nécessité d'une mise en détention.

Ce sont de bonnes idées, intéressantes en plus, mais ça ne marche pas. Les peines de substitution, rien à faire : on ne les a jamais appliquées. Les T.i.g., c'est un peu mieux : 2 000 peines d'intérêt général prononcées en France en 1984. Le contrôle judiciaire, pas terrible : 720 prévenus y ont été soumis en 1984, contre 538 en 1983. Quand au débat contradictoire, c'est un fiasco total, même si l'on estime que cette

Sipa-presse



Loos-lès-Lille.

mesure, à Paris, a fait baisser la détention provisoire d'un peu moins de 10 %.

A l'évidence, ça coince quelque part. Ça coince du côté des magistrats, et Robert Badinter n'y pourra jamais rien. Tout ce qu'il pense, tout ce qu'il dit et toutes ses directives qu'il prend seront complètement inutiles tant que les magistrats n'en feront qu'à leur tête. Tant mieux d'ailleurs : l'honneur d'une démocratie, c'est d'avoir une justice indépendante. Mais tant pis pour ceux qui font passer une certaine idée de l'humanité avant l'idéologie sécuritaire et la répression qui s'ensuit.

Tans pis pour les détenus. Tant pis pour la Ligue des droits de l'homme, le syndicat de la magistrature, le syndicat des avocats de France, et a C.f.d.t.-pénitentiaire, qui réclament, tout bêtement, une justice plus juste. Si seulement on pouvait les entendre. Si seulement ils arrivaient à couvrir le voix de Jacques Vialettes, secrétaire général du syndicat Force ouvrière des surveillants (majoritaire) qui se déclare professionnellement parlant favorable à l'amnistie des petites peines, mais qui ajoute : « en tant que citoyen, comment être d'accord (1) ? » Lequel Vialettes, avec son syndicat, fait des bonds de joie en pensant à la réouverture des Q.H.S. et au rétablissement, sous certaines conditions, de la peine de mort.

Jusqu'à présent, la droite s'était tue. Mais, c'est bien connu, la droite craque toujours très vite, sur ce genre de sujet et s'empresse de jouer à « moi, si j'étais président », ou à « moi, si j'étais garde des Sceaux ». Jacques Toubon, secrétaire général du R.p.r. : « Il faut reprendre le programme décennal de modernisation et d'équipement des prisons lancé par Alain Peyrefitte en 1980 et abandonné par les socialistes par pure idéologie. » Alain Peyrefitte : « Je prendrais des dispositions d'ordre et d'autorité (...) Ce n'est pas par le laxisme qu'on règle des problèmes. »

Certes, chers messieurs. Mais vous oubliez quelques petits détails. Entre 1962 et 1980, 300 places seulement par an ont été créées dans les prisons, tandis qu'entre 1981 et 1983, on en a installé plus de 1971. L'accusation de laxisme tombe d'elle-même, et c'est d'ailleurs terrible à dire : depuis que la gauche est arrivée au pouvoir, il y a davantage de places de prison, et davantage de gens dans ces mêmes prisons. La droite dit n'importe quoi, comme d'habitude, mais la gauche, c'est vrai, se sent mal à l'aise. Avancer des chiffres impressionnants, pour expliquer qu'on ne se livre pas au laisser-aller, c'est un peu dur. On a du mal à assumer. Alors, par pitié, ne parlez plus de laxisme. Parce que ce qui se passe là, c'est un problème d'hommes. Un problème de droits de l'homme. Et qu'il est important aujourd'hui, et tout le temps, qu'on s'en préoccupe. ●

(1) « Le Figaro » 10 mai 1985.

Fleury-Mérogis.



A.f.p.

GUERRE DES SATELLITES : LA FRANCE GAGNE LA PREMIERE MANCHE

PAR JEAN-PAUL LIEGEOIS

A l'origine T.d.f.1, qui sera lancé le 7 juillet 1986, était un projet franco-luxembourgeois ; il est en train de devenir un projet français à dimension européenne. Autrement dit le « projet de communication le plus important dans le monde ».

« LE premier satellite de télévision qui arrosera l'Europe sera-t-il français ou américain ? » Nous posions la question dans ces colonnes en septembre dernier (voir « l'Unité » n° 569). Nous connaissons aujourd'hui la réponse : il sera français, il s'appellera T.d.f.1 et sera lancé le 7 juillet 1986. Les Américains ont perdu la première bataille de « la guerre des satellites ». T.d.f.1 vit désormais dans une ambiance de compte à rebours ; mais rien n'est encore décidé quant aux programmes qu'il diffusera. Une première incertitude a été levée, des inconnues demeurent.

Le satellite américain devait s'appeler Coronet. Officiellement il ne s'agissait que d'un « projet du Luxembourg avec des capitaux étrangers, notamment américains ». En réalité, dans ce cheval de Troie nouvelle manière se cachait un ancien conseiller de Richard Nixon : Clay Whitehead. Et derrière Whitehead se dissimulaient le groupe de presse « Time-Life », la Home Box Office (la première chaîne américaine de télévision à péage) et la Salomon Brothers (une banque d'investissements). « Le face-à-face avec les Européens a, en effet, tourné à notre désavantage, vient de reconnaître William Koltai, directeur délégué de Coronet. Pourquoi ce renoncement ? Histoire de gros sous, comme l'a avoué sans détour Koltai : « Comment voulez-vous qu'une société comme la nôtre ait un quelconque avenir à jouer en Europe, alors qu'on ne lui propose que 5 % des bénéfices de la Société luxembourgeoise de satellite ? »

Coronet était trop gourmand. Exit Coronet. Exit aussi la très ambiguë « opération luxembourgeoise ». Dans cette affaire, le gouvernement du Luxembourg a tout perdu parce qu'il a essayé de jouer sur deux tableaux à la fois : il a placé la Société luxembourgeoise de satellite dans le projet Coronet, il a mis en avant la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (géant de l'audiovisuel qui contrôle R.t.l.) dans le projet T.d.f.1. Résultat : Coronet est à l'eau et, pour les Luxembourgeois, tout est à renégocier en ce qui concerne T.d.f.1.

Pour avoir été « candidat à l'exploitation des deux satellites » (l'américain et le français) le Luxembourg risque même d'être mis sur la touche. Il y a quelques mois encore, tout était pourtant très clair : deux des quatre canaux de T.d.f.1 étaient réservés au Luxembourg, l'un pour des programmes en langue française, l'autre pour des programmes en langue allemande. Aujourd'hui, la C.l.t. (Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion) n'est plus qu'un « programmateur » potentiel parmi d'autres. Plusieurs indices récents l'ont montré.

Jacques Pomonti, p.-d.g. de l'Institut national de l'audiovisuel, avait été, en décembre 1984, chargé par le Premier ministre de mettre en œuvre le lancement de T.d.f.1. Au titre de cette mission il a annoncé la prochaine création de la société d'exploitation de ce satellite. Cette société, de droit privé, comprendrait 33 % de capitaux publics français, 17 % de capitaux privés français et 50 % de capitaux privés européens (à répartir entre l'Espagne, l'Italie, la République fédérale d'Allemagne, la Grande-Bretagne et les pays du Benelux). Premier indice, donc : dans le « montage financier » de T.d.f.1, le Luxembourg n'est plus désormais qu'un partenaire ultra-minoritaire.

Deuxième indice : le lundi 6 mai, Jacques Pomonti a réuni à Paris plusieurs sociétés de télévision européennes intéressées à fournir des programmes qui alimenteraient les quatre canaux de T.d.f.1. Pierre Desgraupes (chargé de réfléchir à la création d'une chaîne émanant du service public français et susceptible d'occuper une place privilégiée sur un canal du satellite) et la C.l.t. n'étaient pas seuls autour de la table. Etaient également présents : les groupes allemands multi-médias Bertelsmann et Sat 1, la société italienne Fininvest, les sociétés de télévision britannique Thames Tv et Granada, le groupe de presse espagnol 16 et le groupe français Hachette. Un satellite peut en cacher un autre : à l'origine, T.d.f.1 était un projet essentiellement franco-luxembourgeois, il est en train de devenir un projet français à dimension européenne.

Si l'opération réussit, si tous ces partenaires s'entendent, T.d.f.1 sera, selon le mot de Jacques Pomonti, « le projet de communication le plus important dans le monde ». On n'en est encore qu'au stade des négociations mais la réunion parisienne du 6 mai prouve une chose : l'Europe des médias a peut-être enfin compris que l'union fait la force. Avec Coronet le boulet est passé près... S'ils veulent éviter une colonisation de leur ciel par les Américains, les Européens savent qu'ils doivent mettre leurs télévisions en commun.

Dans cette perspective, le projet T.d.f.1 a changé de profil. Il n'est plus question d'attribuer les canaux un par un en exclusivité à telle ou telle société. On sait maintenant que T.d.f.1 fonctionnera sur le mode du partenariat : plusieurs sociétés se partageront un canal et y feront alterner les programmes. On se dirige donc vers des ensembles thématiques (sports, musique, informations, variétés, culture) alimentés par des « programmateurs » successifs et différents. Ce mode de fonctionnement garantirait un pluralisme total et véhiculerait une culture pluri-nationale.

Des inconnues demeurent : quel sera, dans ce schéma, la place exacte de la chaîne que concocte actuellement Pierre Desgraupes ? Le marché publicitaire français apportera-t-il sa pierre à l'édifice de T.d.f.1 ? Le système, qui permet (théoriquement) de recevoir les même images en plusieurs langues, fonctionnera-t-il sans problème ? Qui prendra l'initiative de fabriquer les antennes nécessaires à la bonne réception de T.d.f.1 à travers toute l'Europe ?...

Il n'en demeure pas moins que l'esprit de T.d.f.1 souffle déjà dans le bon sens : celui d'une « culture européenne consciente d'elle-même », que Régis Debray n'est pas le seul à appeler de ses vœux.



Le Parti socialiste vient d'entrer dans la période de préparation du Congrès d'octobre, qui précédera lui-même de peu la campagne des élections législatives de 1986. C'est dire que les prochains mois vont être décisifs pour le combat des socialistes.

L'information des militants et des sympathisants devient donc essentielle, et le rôle de « l'Unité » va prendre plus d'importance encore. Nous demandons donc à tous les animateurs du Parti, aux responsables fédéraux, aux secrétaires de section de se mobiliser dès aujourd'hui pour collecter de nouveaux abonnements à « l'Unité ». A titre d'encouragement, tout abonnement d'un an transmis par un lecteur déjà abonné (joindre la dernière bande) bénéficiera, pendant cette période, d'une réduction exceptionnelle (270 F au lieu de 290 F).

Que chacun d'entre vous s'engage dans cette grande campagne pour « l'Unité » en trouvant lui-même au moins ***un*** *nouvel abonné. D'avance nous vous en remercions.*

Bulletin d'abonnement à retourner à l'administration de « l'Unité » 10, rue de Solferino 75007 PARIS

Je soussigné .....

.....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » et vous adresse la somme correspondante.

★ ***abonnement de six mois (195 F)***

★ ***abonnement d'un an (290 F)***

★ ***abonnement de soutien (500 F)***

☐ par chèque bancaire

☐ par chèque postal

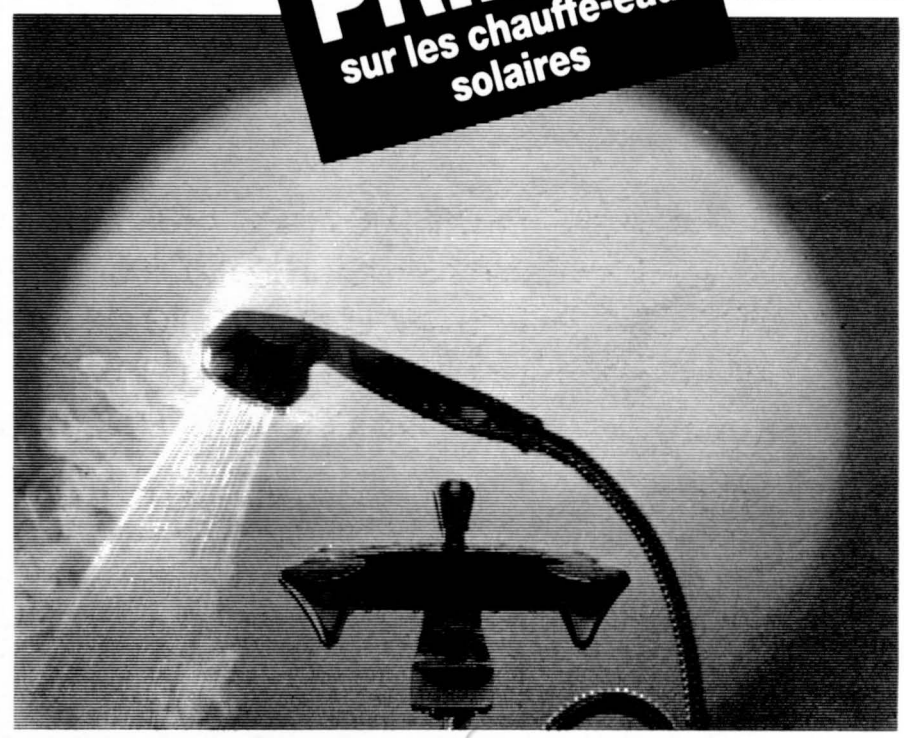
☐ ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 2.342.35. J. Paris

Date Signature

Les abonnés arrivés à échéance sont priés de joindre à leur réabonnement la dernière bande d'envoi du journal.

Rédaction : 12, cité Malesherbes 75009 Paris. Tél. : 878.40.73. Administration : 10, rue Solférino 75007 Paris. Tél. : 550.34.35. Directeur : Claude Estier ; Rédactrice en chef : Nicole Chaillot ; Grand Reporter : Jean-Paul Liégeois ; Rédaction : Jean-Pierre Bedei, Carlos Ferrari-Lopez, Denis Dangaix, Martine Ducousset, Fabian Gastellier, Stephen Gere, Frédérique de Gravelaine, Claude Jadoul, Paul Leduc, Françoise Loriol, Philippe Maquat, Pierre-Yves Poindron. Correspondants à l'étranger : Michel Mathieu (Rome), Jérôme Vaillant (Bonn). Secrétariat de rédaction : Mauricette Duchemin ; Révision : Nadine Berger. Dessins : Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Daullé, Solo, Pym, Forcadell, Bellenger ; Photos : Pascal Lebrun ; Secrétariat : Sylvie Champenois et Colette Tahir ; Publicité : 12, cité Malesherbes. Tél. : 878.40.73. Administration : Barbara Broust-Picaud ; Coordination : Ofres 118, Champs-Elysées, 75008 Paris. Imprimerie : E.T.C. 76190 Yvetot. Société éditrice : S.a.r.l. L'Unité ; Directrice de la publication : Nicole Chaillot ; Cadet Photocomposition, 75009 Paris.

PRIMES
sur les chauffe-eau solaires



Vivez eau solaire.

1985
Des avantages financiers jusqu'à 2000 F par chauffe-eau solaire suivant les régions.

Aquitaine, Bretagne, Corse, Ile-de-France, Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées, Pays de Loire, Poitou-Charentes, Provence-Alpes-Côte d'Azur.



AGENCE FRANÇAISE POUR LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

27, rue Louis-Vicat, 75015 Paris. Tél. (1) 765.20.00

AJV 717

LE DEFI DES TERRORISMES DU TROISIEME TYPE

Le classique terrorisme quasi « rassurant », caractérisé par une revendication nationale ou sociale et des structures stables et hiérarchisées, est peu à peu supplanté par des terrorismes mus par une volonté de déstabilisation, exprimant une idéologie à vocation universaliste. Le Liban, engagé dans la plus cruelle des guerres civiles, étant le laboratoire idéal de ces terrorismes sauvages, spontanés et anonymes.

PAR JEAN LIBERMAN

CARNAGE récent en Espagne à la suite d'un attentat anti-américain qui viendrait du Djihad islamique, triple attentat de week-end, dont l'un anti-israélien, à Paris, d'Action directe, explosions anti-Otan et morts à Bruxelles : le terrorisme occupe de plus en plus la une de la presse, suscitant une véritable psychose dans l'opinion. Ne s'agit-il, au fond, que d'une guerre psychologique amplifiée par les médias – objectif poursuivi – mais aux effets très limités, comme le soutient un spécialiste, Gérard Chaliand, dans un livre récent, « Terrorisme et guérillas » (Flammarion), pour le quel nous l'avons rencontré ?

Toujours est-il que les attentats terroristes n'ont cessé de proliférer (de 34 en 1968 à 642 en 1980) avec une moyenne de 200 victimes par an durant les 15 dernières années. Devenu objet d'études privilégié des journalistes et des politologues, on doit désormais parler non plus **du** mais **des** terrorismes, et la grave extension du phénomène nous oblige à tenter d'en comprendre les origines et les formes anciennes et nouvelles.

Pour Gérard Chaliand, les principaux terrorismes d'aujourd'hui, trans-étatiques, ont commencé en 1968 avec le détournement, en Europe, par les Palestiniens du F.p.l.p. d'un avion israélien d'El Al. Grâce à l'impact publicitaire donné à ce coup de théâtre dans les médias occidentaux, les Palestiniens parvenaient à obtenir un large écho à leur cause, nullement modifiée par ailleurs sur le terrain. C'est donc l'incapacité des Palestiniens à mener la guérilla qui les fait adopter ce terrorisme, sorte de substitut à celle-ci et rendu possible grâce à la « relation perverse » entre médias des pays démocratiques et violence terroriste. Comme la méthode fonctionnait bien, d'autres mouvements l'ont imitée.

Un autre facteur d'émergence, à cette époque, de cette forme de terrorisme a été le double échec, en Amérique latine, des guérillas rurales de type guévariste et de leur transfert en actions terroristes urbaines (Tupamaros en Uruguay et groupes de Carlos Marighela au Brésil) dont le seul effet – désastreux – a été de promouvoir des gouvernement d'extrême droite.

Certes le terrorisme existait déjà dans le passé sous la forme classique du tyrannicide : ainsi des Narodniks russes du XIX[e] siècle qui assassinèrent leur Tsar. La plupart des mouvements de libération pratiquèrent également le terrorisme à un moment donné (Irgoun et Groupe Stern sionistes en Palestine, E.o.k.a. de Grivas en Grèce, F.l.n. algérien etc.). Mais il faut distinguer ces terrorismes *efficaces*, parce qu'ils ne sont que le bras armé d'un mouvement politi-

(suite en page 12)





Sipa-presse

Pierre Joxe et le commissaire Broussard devant l'immeuble de « Minute », le 14 avril dernier.



Gamma

Voyageurs italiens blessés lors de l'attentat du Naples-Milan en décembre 1984



Sipa-presse

Après l'explosion d'une voiture piégée à Tripoli, au Liban.



Gamma

Attentat à Bruxelles le 1[er] mai dernier.

(suite de la page 11)

que à large base populaire (F.n.l. vietnamien, F.n.l., I.r.a. etc.), de l'action des groupes, de plus en plus nombreux aujourd'hui dans le tiers monde, qui s'autoproclament à défaut de soutien populaire pour pratiquer — plus facilement — un terrorisme trans-étatique plutôt symbolique (ainsi l'Asala arménienne).

Autres groupes clairement autoproclamés : ceux qui se sont créés en Europe occidentale et aux Etats-Unis dans les années soixante, sortes de sectes à caractère idéologique comme la Raf (Armée rouge allemande), les Brigades rouges italiennes, les Cellules combattantes communistes belges ou Action directe en France, tous misant sur la spirale violence-répression de l'Etat pour être suivis par les masses. Mais leur recrutement est resté faible et ils ne pouvaient déboucher que sur l'échec.

Le fait nouveau est, ici, l'alliance conclue en Europe entre Raf, B.r., C.c.c, et Action directe qui, durement frappés, se sont reconvertis dans des actes de guerre dirigés contre l'Otan, en Europe occidentale.

N'oublions surtout pas, naturellement, les terrorismes redoutables d'extrême droite (attentat de Bologne) et les terrorismes d'Etat, particulièrement dangereux, de certains pays comme l'Iran, la Libye ou la Syrie, qui envoient agents ou commandos liquider des opposants à l'étranger et manipulent certains groupes. Sans compter les organismes de terreur para-étatiques du type des Escadrons de la mort au Brésil.

Ce qui apparaît dans ce tableau c'est, comme le souligne Olivier Mongin (1), que le terrorisme, d'abord problème national (qu'il est encore), perturbe maintenant les relations internationales : qu'il s'est à la fois « internationalisé et professionnalisé ». On peut se demander, écrit-il, s'il a un chef d'orchestre central mais l'internationalisation du milieu terroriste est un fait. Des Palestiniens et de Baader aux groupes terroristes manipulés par la Syrie ou l'Iran, un terrorisme d'Etat s'est substitué au terrorisme étatique révolutionnaire. Si bien que de « l'arme du pauvre » qu'il était comme seul moyen d'expression, il devient l'instrument du plus fort : un terrorismes qu'a constituée récemment le de la politique internationale.

Liban, terre d'élection

On pense évidemment ici à cette terre d'élection de tous les terrorismes qu'a constituée récemment le Liban, dont l'Etat s'est dissous dans la guerre civile et l'occupation étrangère. De sorte que, de 1975 à 1982 notamment, tous les groupes terroristes (Japonais, Italiens, Allemands — y compris néo-nazis — Arméniens, Turcs, Iraniens) ont pu y trouver, chose primordiale, des possibilités de formation et, par là même, l'occasion d'y nouer les liens de coopération future.

La guerre civile la plus cruelle a dégénéré sur place en terrorismes divers (attentats, kidnappings, massacres) et s'est déchaînée en particulier contre les troupes étrangères (américaines, françaises ou israéliennes) : 400 morts en 1983 au cours de trois attentats suicides. Les véhicules piégés, d'origines diverses, ont continué leur œuvre imparable durant le retrait israélien, ce style de terrorisme kamikaze constituant, certes, localement une redoutable innovation. Il avait cependant déjà été pratiqué dans le passé par les Japonais, les Espagnols (dynamiteros) et, souvenons-nous de l'immolation des bonzes bouddhistes. Le Djihad islamique n'en a d'ailleurs pas eu l'exclusivité au Liban, si l'on songe aux téléguidages syriens ou iraniens.

On a pu se demander en tout cas si n'apparaissait pas à travers ces innovations proche-orientales un terrorisme de « 3e type ». C'est l'hypothèse que formulent les chercheurs Percy Kemp et Assaf Kfoury (2), qui opposent le terrorisme « rassurant » né, au début des années soixante, à celui qui est apparu depuis peu, et surtout, fait symptomatique, depuis l'expulsion de l'O.l.p. de Beyrouth et sa marginalisation politique. Tandis que le premier reste caractérisé par une revendication nationale ou sociale, des structures stables et hiérarchisées, bref un appel « humaniste » à l'opinion qui permet le « dialogue », le second présente un profil singulier qui échappe à nos repères.

Il serait surtout mû par une volonté de déstabilisation, opérerait des actions ponctuelles, situationnelles, « donc invisibles », exprimerait notamment une idéologie à vocation universaliste (l'islam) et non plus des projets politiques cernables, engendrant à ses côtés un terrorisme sauvage, car spontané et anonyme. D'où la difficulté de son appréhension faute de dialogue possible. Ce terrorisme, à l'image de celui des chiites contre Israël viserait, en s'en prenant à des cibles secondaires, à obliger la cible principale à changer sa politique.

Les auteurs estiment, à bon droit, qu'on doit tenter d'identifier les Etats mineurs qui se servent de ce terrorisme invisible pour modifier le rapport des forces en leur faveur, et repenser le prisme « humaniste » à travers lequel nous percevons l'islam et les organismes internationaux qui lui servent de logistique.

Totalitarisme et déstabilisation

Ce terrorisme de déstabilisation par lequel des pays (Libye, Syrie, Iran, voire U.r.s.s.) infiltreraient certains mouvements et les manipuleraient, présente des dangers qui inquiètent au plus haut point les Etats occidentaux. On se souvient du chantage exercé au Liban au moment de l'attentat contre le cantonnement français avec menace de représailles aveugles et bombes dans nos trains : il vise à retourner l'opinion publique contre l'Etat incapable de réagir.

A la question posée de savoir s'il y aurait — thèse de Claire Sterling — un chef d'orchestre unique à ce terrorisme, Moscou en l'occurrence, Chaliand estime l'hypothèse débile. D'autres constatent cependant que, tout en jouant les seconds rôles au Liban, l'U.r.s.s. y a « emporté le morceau » par Syrie interposée alors qu'Américains et Français ont échoué. Et pour ce qui est de l'attentat contre le pape, l'origine soviétique est largement créditée de vraisemblance.

Il reste que ce n'est pas dans les pays totalitaires, où l'information est sous contrôle, et donc l'action psychologique annulée, que se produisent, sauf exception, les actions terroristes, mais surtout en Europe occidentale où elles ne seront que par trop répercutées, souvent par simple goût du sensationnel. Est-ce à dire que les pays totalitaires sont automatiquement prémunis contre le terrorisme ? Si l'on pense que c'est précisément dans une Russie despotique que se sont levés les Narodniks régicides, visant les têtes, on ne peut exclure, à l'Est, pense en tout cas Chaliand, l'émergence d'un « terrorisme du dernier recours ». Mais on n'en est pas là.

Quant à imaginer, a contrario, que pour un pays comme la France les actions terroristes en cours soient en mesure de déstabiliser l'Etat (alors qu'on n'y est point parvenu en Italie), c'est, dit-on, tout à faire utopique.

Utopie cependant qui est celle des groupes terroristes en pays développés et que l'on comprendrait mal sans tenir compte de l'importance qu'y tient l'élément idéologique. Car, souligne le philosophe Philippe Raynaud dans le même numéro d'« Esprit », « le XXe siècle a développé un type de politique idéologique, dont le modèle achevé est le totalitarisme stalinien ou nazi, avec un processus de réapparition périodique ». Or, on retrouve certaines caractéristiques de cette idéologie dans la production théorique des B.r. Et de la Raf, avec notamment l'idée que la révolution est le fruit fatal d'une nécessité historique, d'où l'exhortation au volontarisme révolutionnaire. Ce qui ne peut que créer un lien objectif avec l'idéologie soviétique et faire, a contrario, des Etats-Unis et de l'Alliance atlantique les ennemis principaux... D'où d'évidentes possibilités de manipulation.

Le prix à payer pour la paix

L'idéologie commune des groupes terroristes « révolutionnaires » étant l'anti-impérialisme, on conçoit qu'ils soient tous braqués contre les Etats-Unis. Pourtant la plupart des objectifs terroristes (E.t.a., F.l.n.c. etc.) demeurent nationalistes ou particularistes, reflétant à leur manière des aspirations réelles. C'est que, selon Chaliand :

— pour les uns, dans d'ex-colonies du tiers monde, des groupes minoritaires sont demeurés brimés par des majorités ;

— dans nos pays, à travers l'effet boomerang des mouvements de libération nationale, il y a eu un retour à l'ethnisme (breton, occitan, basque ou corse). Ces particularismes légitimes ont certainement été surestimés, et ont semé des illusions, compte tenu de la primauté des idéologies dominantes, américaines ou françaises, mais ils persistent vigoureusement.

En dépit de la lassitude de l'opinion vis-à-vis du terrorisme, massivement condamné par l'opinion démocratique, le nombre des groupes terroristes de toutes tendances ne cesse d'augmenter en nombre, sinon en intensité. Pourtant, en Europe, la Raf a été réduite de 80 %, les B.r. sont en pleine perte de vitesse et Action directe stagne. Mais il s'avère que, dans le monde tel qu'il est, si l'on peut lutter contre le terrorisme, on ne peut guère le liquider.

On peut craindre, au contraire, qu'avec le développement des nouvelles armes individuelles beaucoup plus performantes le terrorisme ne devienne plus meurtrier. A l'heure actuelle le terrorisme reste encore essentiellement médiatique et limité : le nombre de ses victimes en 15 ans (3 000) est sans comparaison avec le chiffre annuel en France des accidents de la route. Mais des escalades sont possibles : supposons qu'un groupe veuille frapper plus fort, et qu'il s'attaque par exemple aux moyens énergétiques, en privant New York ou Paris d'électricité ! c'est encore de la politique-fiction, mais n'assiste-t-on pas déjà à une radicalisation progressive avec, d'un côté, la conjonction des groupes européens, la naissance d'un terrorisme d'un type nouveau et, de l'autre côté, la riposte de plus en plus élaborée des Etats ?

Question cruciale : que reflète au fond le développement depuis 1968 de ces nouveaux terrorismes transnationaux et de déstabilisation sauvage ? C'est, peut-être, dit-on souvent, le prix que nous devons payer pour la paix à l'âge nucléaire. Une compensation en somme au gel nucléaire : on ne se bat plus qu'en stratégie indirecte. La spectaculaire guerre psychologique a remplacé « l'intox », la désinformation. C'est aussi le signe inquiétant de la fragilité des sociétés démocratiques confrontées aux divers régimes totalitaires, relativement préservés des conflits par l'étouffement du droit. ●

(1) « Esprit » : Terrorismes (oct.-nov. 1984)

(2) Dans le même numéro de la revue « Esprit ».

ITALIE

Le populisme ça ne marche pas !

(de notre correspondant à Rome)

Avec une participation record aux urnes de 89,7 % à ces dernières élections régionales, les électeurs italiens viennent de se prononcer pour la stabilité. Inversant les tendances des élections législatives de 1983 et des Européennes de l'année dernière, la majorité gouvernementale est sortie renforcée de ce dernier scrutin. En tête avec 35,1 % des suffrages, contre 33 % aux Européennes et 32 % aux législatives, la Démocratie chrétienne confirme sa position de premier parti à majorité relative, bien qu'elle perde 1,7 % par rapport aux précédentes élections régionales de 1980. En seconde position parmi les partis de la majorité gouvernementale, le Parti socialiste italien progresse avec 13,3 % contre 11,3 % aux Européennes, 11,4 % aux législatives et 12,7 % aux précédentes élections régionales. Les listes vertes dont on parlait beaucoup il y a quelques mois plafonnent avec 1,7 % malgré l'abstention du Parti radical.

Le grand perdant est le Parti communiste qui s'était fixé de confirmer le score de l'année dernière et de prendre la place de la D.c. comme premier parti du pays. Un objectif purement symbolique mais qui révélait ses faiblesses par une absence quasi totale de programme. En rétrogradant à 30,2 % le P.c.i. a subi un revers qui risque de renforcer l'isolement dans lequel il se trouve depuis la fracture de la gauche intervenue sur le problème de la réduction de l'échelle mobile des salaires. Face aux difficultés économiques et sociales que traverse l'Italie, les électeurs sont restés sourds aux sirènes populistes du Parti communiste et ont fait preuve de maturité en choisissant de renforcer la majorité. Une gratification qu'elle devra apprécier à sa juste valeur. En se prononçant pour la stabilité les électeurs mettent implicitement en garde le gouvernement et les partis qui le composent contre les sécessions qui émaillent la vie politique italienne et donc les répercussions ont des effets négatifs sur l'ensemble de la société.

MICHEL MATHIEU

NICARAGUA

Faire face à l'embargo

Au moment même où revient sur les bureaux des congressistes nord-américains le brûlant dossier de l'aide aux « Contras » du Nicaragua, le président du Nicaragua, Daniel Ortega, poursuit la deuxième partie de son périple européen.

A Madrid, à Rome ou à Paris un seul et même message : « Le peuple du Nicaragua souhaite la paix et les sandinistes restent fidèles à leurs engagements fondamentaux : le non-alignement, le pluralisme politique et l'économie mixte. » Avec le président François Mitterrand le dialogue a été « d'une grande franchise » et le commandant Ortega affirme avoir trouvé en France « la volonté de réaliser de nouveaux efforts en faveur de la coopération économique avec le Nicaragua ». Ce dernier point a une grande importance pour le gouvernement de Managua. Faire face à l'embargo économique américain représente de nouveaux sacrifices pour une population déjà éprouvée par les multiples obstacles que rencontre son pays.

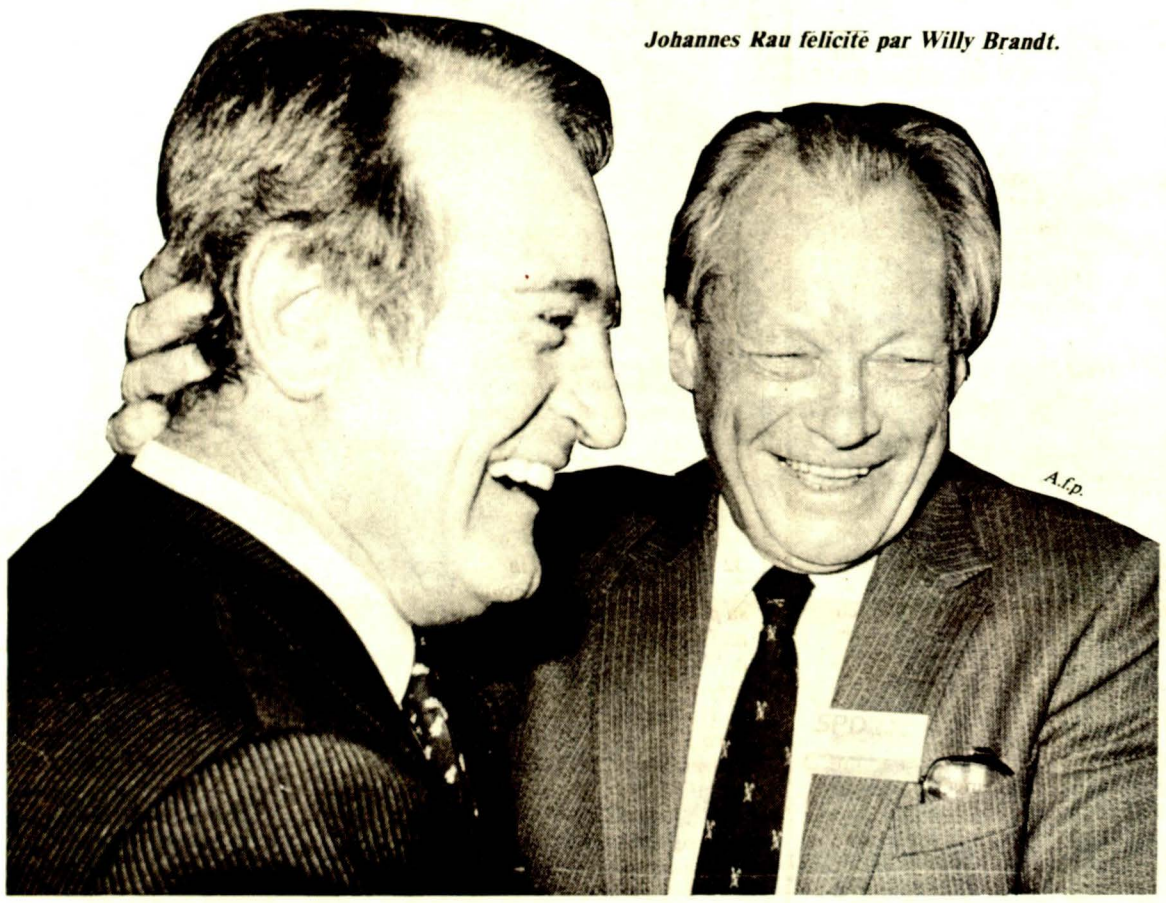
Lionel Jospin a exprimé à Daniel Ortega sa solidarité avec le peuple nicaraguayen dans ses efforts pour préserver son indépendance nationale et pour améliorer ses conditions de vie. Le Parti socialiste a renouvelé sa condamnation des mesures prises par les Etats-Unis « qui menacent gravement l'économie du Nicaragua ».

La tournée du président Ortega avait commencé à Moscou il y a une quinzaine de jours, se poursuivant dans plusieurs pays de l'Est et en Yougoslavie. Les sandinistes ont trouvé là des appuis d'ordre économique qu'on estime dans l'entourage d'Ortega « non négligeables ». Cependant, une éventuelle aide militaire n'aurait pas été évoquée avec les dirigeants des pays de la « communauté socialiste ».



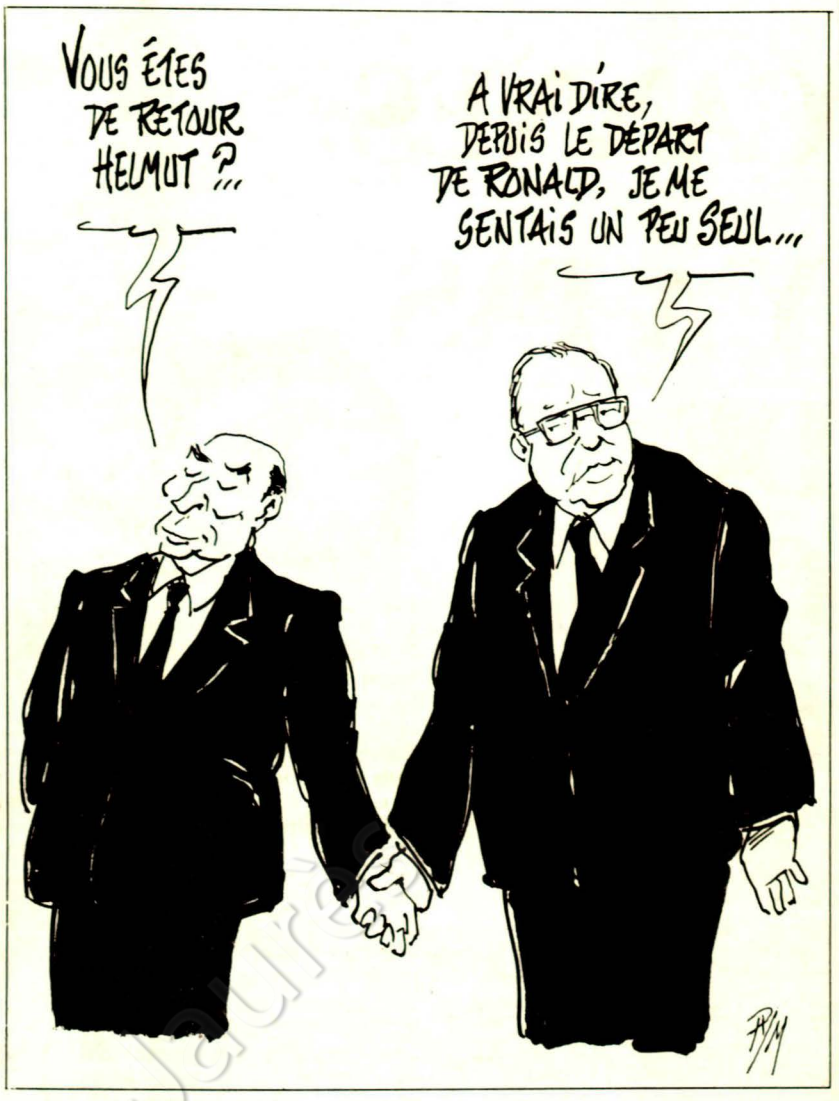
Pascal Lebrun

Le président Ortega et Lionel Jospin, lundi dernier, à Paris.



Johannes Rau felicité par Willy Brandt.

A.f.p.



La politique du pire jouée par les Etats-Unis a rencontré une ferme opposition en France, ces derniers jours, et à plusieurs reprises les diplomates français ont eu l'occasion de réaffirmer publiquement la position française. Au Conseil de sécurité des Nations-Unis, Claude de Kemoularia (1) a déclaré que les mesures prises contre le Nicaragua ne peuvent que nuire aux démarches du groupe de Contadora. Le ministre des Affaires étrangères a rappelé récemment l'opposition de la France à toute forme de pression économique ou militaire en Amérique centrale, et a manifesté sa volonté de contribuer à la recherche d'une solution pacifique.

L'embargo commercial total décrété par les Etats-Unis s'accompagne d'une recrudescence des activités militaires des « Contras » opérant sur la frontière entre le Honduras et le Nicaragua. La F.d.n., principale organisation armée anti-sandiniste, a fait savoir que malgré le vote négatif du Congrès américain ses hommes continuent à recevoir une aide économique. D'origine privée cette fois-ci. La presse des Etats-Unis a dévoilé quelques sources d'où coule la manne qui nourrit les anciens gardes somozites, d'une part on trouve l'aide de la Ligue anti-communiste mondiale (2) avec « des proches du révérend Moon mais aussi d'éminents industriels d'Asie, d'Europe et d'Amérique » (3) ; d'autre part les dons privés de personnalités de l'industrie américaine très engagées dans cette croisade contre « la subversion en Amérique ». Par ailleurs, ces groupes de pression ont développé une intense campagne de propagande auprès d'un certain nombre de congressistes américains et un prochain vote sur l'aide aux « Contras » pourrait réserver quelques surprises...

CARLOS FERRARI-LOPEZ

(1) Représentant de la France.
(2) La section mexicaine de la Ligue anticommuniste avait déclaré à l'occasion de la sortie du film « l'Holocauste » qu'il s'agissait d'un élément « de la gigantesque campagne des juifs pour atteindre leur objectif de domination planétaire ».
(3) « Le Figaro », mardi 7 mai 1985.

R.F.A.

Sombre dimanche pour Kohl

(de notre correspondant à Bonn)

Le triomphe des sociaux-démocrates, la défaite des chrétiens-démocrates et celles des Verts lors des élections régionales du 12 mai en Rhénanie-Westphalie ont dépassé toute attente. Les résultats des sondages d'opinion, le climat politique général et l'immense popularité du ministre président social-démocrate en poste, Johannes Rau, laissaient certes présager la victoire du S.p.d. sur la C.d.u., mais personne ne s'attendait à un tel triomphe ou à une telle déconfiture, à un résultat aussi net et aussi clair.

Avec 52,1 % des suffrages, le S.p.d. dispose désormais en Rhénanie-Westphalie d'une avance de près de 16 points sur la C.d.u., qui atteint péniblement 36,5 % contre 43,2 % lors des précédentes élections régionales de 1980, et 48,8 % lors des législatives de 1983. Le S.p.d. a gagné 3,7 % par rapport à 1980 et dans la seule région de la Ruhr, ses gains se montent même à 4 %, alors que la crise économique y frappe de plein fouet les industries traditionnelles du charbon et de l'acier et que le chômage y est plus élevé que la moyenne nationale. Le parti libéral qui, il y a cinq ans, n'avait manqué que de peu la barre des 5 % avec 4,98 % des voix, progresse timidement d'un point et est ainsi à nouveau représenté au Landtag, c'est-à-dire au Parlement de Düsseldorf. Quant aux Verts, qui espéraient que le S.p.d. ne pourraient pas gouverner sans eux, ils voient toutes leurs ambitions déçues : ils ne progressent que de 1,5 % et réalisent un score global de 4,5 % qui ne leur ouvre même pas la porte du Landtag.

Les spécialistes en analyse électorale ont, dès le soir des élections, fait ressortir le caractère régional du scrutin en attirant, en particulier, l'attention sur le fait que la C.d.u. a, en Rhénanie-Westphalie, moins la cote qu'au niveau fédéral alors que c'est l'inverse pour le S.p.d. Il ne fait pas de doute que la victoire du S.p.d. est en grande partie la victoire personnelle de son leader, Johannes Rau sur son pâle challenger Bernhard Worms, qui a réussi le tour de force de perdre non seulement en popularité au cours de la campagne électorale, mais encore en notoriété, apparaissant après des semaines de campagne comme l'un des personnages politiques le moins connu du pays. Fort de sa popularité personnelle, Rau avait tout fait pour éviter que les élections ne se transforment en un test national, de crainte de mobiliser contre lui l'électorat chrétien-démocrate traditionnel. En conséquence, le S.p.d. avait mené une campagne dans laquelle les qualités humaines du défenseur du titre l'emportaient sur les sujets politiques, mettant en avant la bonne âme de Wuppertal, le quinquagénaire jeune et heureux père de famille, Frère Jean, qui ne dédaigne pas une bonne partie de belote allemande, le « Skat ».

Si, de l'avis même de Johannes Rau, il s'est bien agi d'abord d'un scrutin régional, il n'en est pas moins vrai que les élections en Rhénanie-Westphalie ont toujours la valeur d'un indicateur général des tendances politiques en R.f.a., en raison du nombre des électeurs appelés aux urnes : 12,66 millions soit près d'un tiers de l'ensemble de l'électorat ouest-allemand. La date du scrutin à la mi-temps de la législature à Bonn et l'importance de l'écart entre S.p.d. et C.d.u. lui confèrent aujourd'hui une évidente dimension nationale.

Pour compenser l'absence notoire de rayonnement personnel de son candidat, la C.d.u. avait misé sur la popularité du chancelier, dont le portrait ornait bien plus fréquemment les panneaux d'affichage que celui de Bernhard Worms. Dans la mesure, également, où la C.d.u. a présenté ce dernier comme l'ami personnel de Helmut Kohl, ce qui lui vaut aujourd'hui le sobriquet de « Köhlchen », petit Kohl, la défaite de la C.d.u. en Rhénanie-Westphalie est aussi une défaite personnelle pour le chancelier, à un moment où les sondages d'opinion font apparaître une désaffection générale de l'électorat à l'égard de la C.d.u.

L'échec de la C.d.u. s'explique par un double phénomène : par l'abstentionnisme de son électorat traditionnel — on estime qu'un demi-million d'électeurs chrétiens-démocrates ne se sont pas rendus aux urnes le 12 mai — et par des pertes de l'ordre de 250 000 électeurs au profit du S.p.d., le mécontentement provenant surtout des catégories sociales qui supportent l'essentiel de la politique de démontage social du gouvernement de Bonn : les travailleurs et les chômeurs, les retraités et les agriculteurs. L'électorat de Rhénanie-Westphalie ne reconnaît plus à la C.d.u. une plus grande compétence pour résoudre la crise de l'emploi, la croissance économique ne suffisant manifestement pas à créer les emplois attendus.

Les résultats de Rhénanie-Westphalie sont également importants pour l'avenir du S.p.d. au plan fédéral. Il est sans doute prématuré de dire, comme l'a fait Willy Brandt, que la social-démocratie peut gagner seule les législatives de 1987. Le S.p.d. n'est certainement pas aujourd'hui majoritaire en R.f.a. Mais il a repris confiance et surtout il se trouve libéré d'une double hypothèque : nul besoin désormais pour lui d'envisager une stratégie et une politique qui le rendent acceptable pour les Verts, dont on peut estimer qu'ils ont dépassé l'apogée de leur ascension et se trouvent donc en voie de déclin ; nul besoin également de miser sur une politique inspirée de celle d'Oskar Lafontaine qui a gagné haut la main en Sarre, en mars dernier mais qui, de par ses prises de positions neutralistes et anti-nucléaires, risquait de provoquer une dérive et une polarisation dangereuse au sein du Parti.

Il ne fait guère de doute, aujourd'hui, que le social-démocrate qui sera appelé à prendre la succession de Willy Brandt à la présidence du Parti et à remplacer Hans-Jochen Vogel comme futur candidat à la Chancellerie s'appellera Johannes Rau. Venu à la social-démocratie par l'éthique protestante dans la tradition du président Gustav Heinemann, Rau se situe au centre-gauche et est plus à même que les jeunes loups, que Willy Brandt cherchait à couronner il n'y a pas si longtemps encore, de rassembler et d'intégrer les différents courants du S.p.d.

Avec les élections de Rhénanie-Westphalie, la scène politique s'est clarifiée en R.f.a. En même temps a commencé la bataille pour les législatives de 1987. On n'en voudrait pour preuve que la vive dispute qui a opposé Willy Brandt à Helmut Kohl lors de la traditionnelle discussion télévisée des présidents et représentants des principaux partis, le soir de la consultation électorale. Le chancelier Kohl y accusa, en termes peu choisis, Willy Brandt de faire preuve d'un « anti-américanisme primaire », ce qui lui valut en retour de se faire traiter de menteur. La C.d.u. est partie pour se battre sur le thème de la fidélité au grand protecteur américain. Dans cet ordre d'idées, elle tentera de présenter le S.p.d. comme traître à la cause atlantique. Le S.p.d. se battra, quant à lui, d'abord sur le thème du chômage, de la détente et du désarmement, refusant l'initiative stratégique de défense du président américain.

JEROME VAILLANT

U.E.O.

En attendant la déconcertante Allemagne

Mercredi prochain à Paris, l'Assemblée de l'Union de l'Europe occidentale (Allemagne, Grande-Bretagne, France, Italie et les trois du Benelux) entendra le rapport annuel du président du conseil de l'Union. Formalité protocolaire, à un détail près : le président en exercice, c'est Hans-Dietrich Genscher, ministre des Affaires étrangères d'une Allemagne fédérale dont le gouvernement se comporte depuis quelques semaines d'une manière déconcertante. Qu'il s'agisse du commerce international, de la politique agricole européenne, ou des valses-hésitations entre l'I.d.s. de Reagan et le projet Eurêka de Mitterrand.

C'est sur ce dernier sujet que Genscher sera sans doute interpellé par les membres de « la seule instance parlementaire européenne compétente par traité en matière de défense ». Le ministre allemand devra aussi faire face aux impatiences de ceux qui trouvent trop lente et trop timide la réactivation de l'U.e.o., décidée à Rome en octobre 1984. Un dialogue à observer, quelques jours avant la rencontre entre Mitterrand et Kohl.

D.M.

CANNES: Y'A PAS DE QUOI RIRE



« Birdy » d'Alan Parker.

Joseph Losey dirigeant Sarah Miles dans « Steaming ».

« Witness » de Peter Weir.



Le septième art prend son rôle de thermomètre du monde moderne au sérieux ! Résultat : un Festival de Cannes certes riche en bonnes surprises — américaines et latino-américaines notamment — mais noir, noir très noir.

PAR FABIAN GASTELLIER

(de notre envoyée spéciale)

Marrez-vous ! ils avaient dit. Assez des mines tristes. des querelles de clochers, des guerres par-ci, des attentats par-là ; ras-le-bol de la déprime fin de siècle. Barre, Chirac, Le Pen et Jeanne d'Arc pour tout horizon, c'est un remake de « la Nuit des morts vivants » : bon pour Avoriaz. A Cannes, ça va swinguer, ordre officiel. Bals, flonflons, dîners chics, soupers chocs : rien de tel pour renouer avec l'art de la fête. Ils l'avaient juré : le 38e festival du film serait hilarant ou ne serait pas.

Dur, dur. Sous des trombes d'eau permanentes et un ciel obstinément réac la fête fait négligé et la moindre risette vire à la provocation. Le climat est polaire ; le service d'ordre crispé. Les bâdauds sont trempés, les stars sont mouillées, même Johnny n'était pas amphibie : la météo conspire, le festivalier soupire. A part Gillot-Pétré, on ne voit pas qui pourrait avoir le cœur à pouffer.

Parce que côté sélection, pardon, on ne nous joue pas vraiment la vie en rose et le septième art prend de plus en plus au sérieux son rôle de thermomètre du monde moderne. Asiles psychiatriques américains, geôles brésiliennes, disparus argentins, Yougoslavie stalinienne, Autriche-Hongrie décadentes et champignons atomiques d'Hiroshima : guère de quoi se tordre de rire. Sans parler de ceux qui ne sont plus mais dont le souvenir hante le « buncker ». Hommage à François Truffaut, hommage à Joseph Losey.

Hélas, « Steaming » (1), le dernier film du père de « Monsieur Klein », projeté hors compétition, est une bien cruelle déception. Sept femmes se décident à se battre pour la sauvegarde d'un établissement vétuste de bains de vapeur qui leur sert à toutes de seconde maison où elles oublient leur solitude. Résultat : un exercice de style en huis clos qui aboutit à du théâtre filmé autour d'un discours féministe antédiluvien. Si l'on s'accroche, c'est pour les présences conjuguées de Vanessa Redgrave et Sarah Miles, cette dernière étant par ailleurs le seul élément féminin du 38e jury.

Autre hommage : le Japon, présent dans la compétition avec un film posthume de Shuji Terayama : « Adieu l'arche », un conte poétique sur le temps, la mémoire, la vie, l'amour et la mort. Vaste programme pour une œuvre souvent magique, au style volontairement éclaté, aux images d'une stupéfiante beauté mais qui pêche par sa longueur (plus de deux heures, dont vingt bonnes minutes de trop) et son aspect fourre-tout. Cannes, qui a vécu ces dernières années à l'heure nippone, assiste au coucher du soleil levant. Mais il est vrai que le déjà mythologique « Ran » de Kurosawa s'est réservé pour le festival de Tokyo...

En fait, on le constate une fois de plus mais à force de se l'entendre dire on avait fini par l'oublier, le cinéma international bat quelque peu la breloque. A l'Est, rien de bien nouveau, même si Istvan Szabo, le Hongrois, confirme son talent avec « Colonel Redl », œuvre inspirée tout à la fois de Stefan Zweig et de John Osborne.

A l'Ouest, bof. L'absence la plus remarquée étant celle de l'Allemagne fédérale, et la déconvenue la plus sensible, celle de l'Angleterre que l'on s'imaginait renaissante grâce à des créateurs comme Michael Radford et Peter Greenaway, mais qui, ici, se fourvoient dans une fausse comédie. « Une nuit de réflexion » (2) de Nicholas Roeg, reposait pourtant sur une idée savoureuse et, enfin, marrante : la rencontre, par une torride nuit d'été, de Marilyn Monroë et d'Albert Einstein. La Diva en pince pour la théorie de la Relativité, le savant culpabilise sur Hiroshima. Non loin d'eux, le sénateur Mac Carthy chasse ses sorcières et court les prostituées. Cocktail détonnant ? Non pas : soufflé, loupé. La farce valait pour un court métrage ; le scénario n'était qu'une image : mirage.

Poudre aux yeux et balbutiements

Même topo avec les Australiens qui sont allés pêcher un éternel migrant, le Yougoslave Dusan Makavejev, jadis renié par les siens pour cause de déviationnisme porno (« Sweet movie », en 1974, qui passerait à l'heure actuelle pour une bluette). Son « Coca-Cola Kid », fable décousue sur les mésaventures d'un obsédé de la « soif d'aujourd'hui » pour imposer partout le pétillant breuvage brun, est un ramassis pauvre d'idées clichés avec un jeune premier blondeur Jutland, à la nervosité agaçante. Aligner bout à bout un kangourou blessé, une souris dans une chaussure, des Père Noël chahuteurs, un tueur sur un chameau, un orchestre pop et une love affair dans une nuée de plumes, c'est manier le n'importe quoi avec l'art de la poudre aux yeux. Certains y verront peut-être un inventaire Dada : autant prendre le catalogue de la Redoute pour les œuvre complètes de Tristan Tzara.

Et nous dans tout ça ? Bah ! Pas de quoi pavoiser avec un Chabrol mou et flou (« Poulet au vinaigre ») sauf que Jean Poiret mériterait une belle médaille. Et pas de quoi triompher avec un Godard éventé. Ah ! On l'attendait « Détective » l'événement du Festival 85... Mais ce n'est pas ça. Intrigue en mille éclats, du déjà vu cent fois. Citations littéraires, avalanche de bouquins au cœur même de l'image : Godard le cinéaste se réfugie dans les mots, tourne le dos à l'écran, n'a presque plus rien à dire. Halliday fait ce qu'il peut, inexistant. Où vas-tu Johnny ? Et où est donc passée la caméra inventive de « Prénom Carmen » ? Balbutiements. Attendons André Téchiné et son « Rendez-vous ».

Non, l'événement cette année, pour autant qu'on puisse en juger à mi-chemin, c'est d'une part le retour en force des Etats-Unis et d'autre part le réveil des Latino-Américains. Les premiers qui boudaient depuis un certain temps, ont déjà frappé deux coups de maître avant même le très attendu film de clôture, « la Forêt d'émeraude » de John Boorman. Hors compétition, « Witness » (3) de Peter Weir (Australien d'origine), ce faux polar qui met en présence deux univers radicalement opposés, la violence obligée d'un flic de Philadelphie et le pacifisme irrité des protestants de la secte Amish, apporte un ton totalement original dans la production courante américaine ; un style à cent lieues des clips et de la pub. Une nouveauté qui fait d'ailleurs un malheur sur le sol yankee et c'est tant mieux. « Birdy » d'Alan Parker a, lui, en revanche et sur le même sol, fait un bide. Ce qui est incompréhensible. Parce que « Birdy », c'est géant. Noir. Très noir. Déprimant, très déprimant, mais fort, très fort. Birdy, c'est le surnom d'un môme zonard (encore Philadelphie), fana des oiseaux au point de s'identifier à eux, ce qui bassine un peu son copain Al. Viendra le choc du Vietnam, les pieds dans la boue du réel absolu, le sang partout. Le cauchemar de la vie réactivera le rêve et Al rejoindra enfin Birdy dans sa folie, entre les murs blancs de l'asile psychiatrique. « Birdy » c'est, curieusement, l'un des films les plus convaincants sur le traumatisme du Vietnam dont, visiblement, l'Amérique ne s'est pas encore sortie. Avec, en plus, une fin irracontable, une sorte de pirouette fabuleuse, « Birdy » c'est bien parti.

Tout comme on espère que l'Argentine avec « l'Histoire officielle » de Luis Puenzo *(voir entretien ci-contre)* et le Brésil avec « le Baiser de la femme araignée » d'Hector Babenco (le réalisateur de « Pixote ») se retrouveront quelque part au palmarès final. L'un parce que son héroïne, Norma Aleandro, est tout bonnement exceptionnelle et l'autre parce que son héros, William Hurt, est étonnant de finesse, de retenue, de pudeur dans un rôle pas évident. Et puis aussi parce que « le Baiser de la femme araignée », adapté du roman de Manuel Puig, est un film qui laisse des traces dans la mémoire, même si Hector Babenco ne s'est pas complètement sorti des pièges de la littérature. Mais cette amitié impensable qui finit par unir dans les cachots de Rio de Janeiro un homosexuel, Molina, et un « politique » Valentin, que tout apparemment séparait, est un sujet d'une puissance réelle. Le premier rêve éveillé — et ses rêves serviront à Valentin pour échapper à la douleur des tortures — et l'autre vit dangereusement ; cet engagement permettra à Molina de trouver, enfin, dans la liberté reconquise, un sens à son existence. Une sorte de passation des vies.

On le voit : pas gondolant le monde de l'image. Préoccupés, les cinéastes. Marrez-vous qu'ils avaient dit. On attend encore. Non pas Godot, mais Woody Allen. Qui débarque sous peu avec « la Rose pourpre du Caire » (4). L'année dernière c'était son « Broadway Danny Rose » qui avait enfin réussi à nous dérider. Décidément, rien de tel que les névrosés patentés garantis d'origine pour être reconnus d'utilité publique. ●

(1) Sortie fin mai.
(2) Sortie octobre.
(3) Sortie le 22 mai.
(4) Sortie le 29 mai.

ALICIA AU PAYS DU "NE M'EN SOUVIENS"

Avec « l'Histoire officielle », l'Argentine a bouleversé un festival qu'on dit si blasé ! Trois voix Luis Puenzo, le réalisateur, Aïda Bortnik, la scénariste et Norma Aleandra, l'extraordinaire interprète racontent la longue nuit d'un cauchemar national et le réveil d'une mémoire enfouie.

ILS sont trois à ne pas comprendre très bien ce qui leur arrive, cette longue ovation du public cannois que l'on croit d'ordinaire si futile. Trois Argentins venus d'Argentine au nom de l'Argentine. Ni apatrides, ni dissidents : des citoyens enfin à leur place au sein d'une nation redevenue libre.

Luis Puenzo, réalisateur de « l'Histoire officielle » ; Aïda Bortnik sa scénariste et Norma Aleandro son interprète principale sont venus jusqu'ici nous offrir ce qu'ils avaient de plus beau : un film sur l'Argentine. Aussi fragile qu'un enfant à peine né ; aussi fort que la liberté retrouvée. Un film-témoignage qui est avant tout l'histoire d'un électrochoc – celui qu'a subi un peuple tout entier de mars 1976 à décembre 1983 et dont les survivants se relèvent à peine. C'est ensemble, à trois voix indissociables, que Luis, Aïda et Norma racontent aujourd'hui la longue nuit d'un cauchemar national.

« L'UNITE » : « L'Histoire officielle » est un film politique, qui, d'évidence, ne se veut pas exclusivement politique. Vous avez choisi, en fait, d'aborder le thème de la dictature, des tortures, des disparus et des « Folles de la Place de Mai » par le biais d'une histoire « simple » : la déchirure qui bouleverse un couple à partir du jour où la femme réalise que l'enfant qu'elle a adopté pourrait être un enfant de disparus.

LUIS PUENZO : Pour nous, choisir de ne nous adresser qu'aux Argentins déjà parfaitement au courant des réalités de la dictature n'aurait pas servi à grand-chose. Ce public n'a pas besoin de notre film car il sait déjà. « L'Histoire officielle » s'adresse plutôt à l'immense majorité de la nation qui n'a pas encore parfaitement vu clair sur ce qui s'est passé, ou bien à tous ceux qui ont peut-être conscience de l'horreur traversée mais qui refusent d'en entendre parler tellement la douleur est vive en eux. Ces deux publics-là ne sont pas mûrs pour un film « politique » au sens littéral du terme. En plus, nous n'avons pas cherché à faire un film contre la junte ni même un film sur le problème des disparus, qui est sans doute ce que nous avons connu de plus « spectaculaire » (songez qu'il y a quand même eu environ 182 enfants portés disparus et que sur 182 on n'en a retrouvés que 27), mais demeure pour nous la partie émergée de l'iceberg. Ce qui nous intéressait, c'était d'explorer ce qui avait bien pu se passer en chaque Argentin pendant les années de dictature ; de raconter l'histoire d'une nation à travers un destin individuel.

AÏDA BORTNIK : On pourrait dire : tenter de récupérer la parole et la mémoire ; tenter de comprendre le traumatisme et ce qu'il a déclenché dans les rapports humains. Réfléchir sur nous-mêmes.

– De cette réflexion naît un terrible constat. Vous dites – ou plus exactement vous insinuez – que tous les Argentins ont pu être d'une façon ou d'une autre complices des bourreaux.

LUIS PUENZO : En se taisant, en refusant les évidences, beaucoup l'ont été. Cette interrogation sur le rôle que chaque citoyen a pu involontairement jouer dans un drame national est à présent l'interrogation majeure, incontournable, du peuple argentin.

– Vous parliez de mémoire. L'un de vos personnages, à savoir la « grand-mère de la Place de Mai », dit à un moment qu'il ne lui reste plus rien sauf « quatre photos et la mémoire ». Est-ce cette mémoire que vous avez cherché à combler par des images ?

LUIS PUENZO : Le peuple argentin est disposé à ne pas oublier. C'est capital et j'en veux pour preuve les procès actuels. Mais, évidemment, pour pouvoir ne pas oublier, il faut rendre vivante la mémoire et c'est pourquoi j'en ai fait l'un des thèmes principaux de mon film. Notamment en faisant chanter à la petite fille adoptée la chanson de Maria-Elena Walsh « Au pays du ne m'en souviens ». C'est une chanson vieille de vingt ans que tous les enfants de mon pays connaissent par cœur. Du coup elle prend un second sens ; elle devient le symbole même de cette quête de la mémoire.

– Votre personnage principal, Alicia, la mère, est professeur d'histoire. On pouvait être professeur d'histoire dans l'Argentine des années 76/83 et ne pas saisir la réalité de ce qui se passait ?

AÏDA BORTNIK : Bien des professeurs d'histoire, chez nous, ont tenu un double langage. D'une part parler de la mémoire comme de l'histoire des peuples et d'autre part nier la mémoire individuelle. L'Argentine est un pays jeune, qui possède effectivement une histoire double : celle, officielle, des manuels scolaires, et l'autre, la vérité sous-jacente dont personne ne parle. On pouvait très bien comme Alicia choisir de s'en tenir délibérément à la première. On pouvait tout aussi refuser d'apprendre « par cœur »...

LUIS PUENZO : En plus, il faut savoir que tout était magnifiquement caché en Argentine. On ne voyait rien au premier regard. C'est pour signifier cela que j'ai désiré un début anodin à mon film ; un début où apparemment il ne se passe rien. A l'image de mon pays qui paraissait toujours si tranquille et si sage. Avec le second regard venaient les fissures ; les premières prises de conscience...

– La première fois qu'Alicia saisit quelque chose, une sorte d'enveloppe de mensonges, c'est lorsqu'elle retrouve une amie exilée et qu'à travers rires et plaisanteries celle-ci raconte soudain les tortures qu'elle a subies.

AÏDA BORTNIK : D'une certaine façon, et j'en ai rencontré beaucoup, même ceux qui ont souffert n'ont pas encore très bien compris ce qui leur est arrivé. Et ils ne peuvent en parler qu'à travers cette sorte d'excuse pudique qu'est le rire. Parce que rien n'a été clair ; parce que les torturés n'ont pas été reconnus comme des « combattants ». L'Argentine a vécu une résistance contre une oppression militaire et économique, pas une guerre civile. De ce fait, la position des uns et des autres est plus qu'ambiguë .

– Pour ce qui concerne les aspects économiques, vous montrez rapidement dans le film que la société où travaille le mari d'Alicia appartient aux Etats-Unis mais vous ne portez aucune accusation directe sur ce pays et le rôle qu'il a pu jouer dans le maintien de la dictature.

AÏDA BORTNIK : Les Argentins comprendront facilement de quoi nous pouvons parler. Cela, nous l'appellions « la patrie financière ». C'était ce qui se cachait derrière les uniformes des militaires. Une ramification d'intérêts internationaux qui, pour se déployer, avaient besoin de terroriser et de tuer dans le pays où elle prenait racine. On a exactement et simultanément vécu la même chose en Argentine, en Uruguay et au Chili.

– L'Argentine s'en est sortie. A ce propos, on parle beaucoup de la guerre des Malouines dans « l'Histoire officielle ». Pensez-vous qu'elle a réellement sonné le glas de la dictature ?

LUIS PUENZO : La junte était déjà très défaillante avant cette guerre et c'est d'ailleurs dans l'espoir de raffermir son pouvoir qu'elle s'est lancée dans la reconquête des Malouines. Parce que tout Argentin, depuis qu'il sait lire et parler, veut reconquérir les Malouines ; que le sentiment nationaliste est une chose très forte. La junte a espéré provoquer ainsi un consensus de tout le peuple argentin et c'est vrai que cela a marché pendant quelques jours. Mais très vite, à la faveur de cette guerre, on a pu constater l'inefficacité et la corruption des militaires. Cela apparaissait enfin en plein jour. On a notamment découvert des détournements de fonds sur le dos des troupes elles-mêmes ! Donc quelque chose d'inventé par la junte pour se maintenir en place s'est retourné contre elle.

– Vous présentez « l'Histoire officielle » à Cannes sous les couleurs argentines. C'est sûrement un symbole important pour vous...

NORMA ALEANDRO : Depuis deux ans j'ai l'impression de récupérer une partie de moi que j'avais perdue. J'ai été contrainte à l'exil en 1976 et, depuis ce jour-là, je vivais comme amputée ; j'avais du mal à avoir le visage réel de celle que je suis. J'étais reconnaissante à l'Espagne de bien vouloir m'accueillir, mais je dissimulais, je « jouais » en permanence. Et, surtout, je me taisais car une partie de ma famille était demeurée en Argentine. Je crois que le monde entier ne se rend pas encore parfaitement compte de ce qui s'est passé dans ce pays. Peut-être un jour parviendrons-nous à témoigner réellement. Tout ce que je peux dire, c'est aujourd'hui, et notamment ce soir à Cannes, je sais que la démocratie retrouvée m'a rendu mon visage perdu.

(propos recueillis par FABIAN GASTELLIER)

Au risque de vous déplaire

PAR FABIAN GASTELLIER

VENDREDI 17 MAI

T.f.1 « Une péniche nommée Réalité », téléfilm de Paul Seban (voir encadré)

A.2 « Petit à Petit » de Jean Rouch – 23 h.

Première partie de la fable « Deux Africains à Paris » du griot gaulois, l'ethnologue-cinéaste Jean Rouch. Une curiosité.

F.r.3 « Vendredi », magazine d'André Campana. Numéro spécial cinéma en direct de Cannes – 21 h 30.

Trois thèmes pour organiser la soirée : la France comme terre d'asile des cinéastes étrangers, la relève du cinéma français et le mode d'emploi de la promotion des films. Débat en compagnie de Daniel Toscan du Plantier, Serge Daney, Marin Karmitz, Benjamin Baltimore et Maurice Tinchant.

SAMEDI 18 MAI

T.f.1 Théâtre « Adieu prudence », de Leslie Stevens ; adaptation de Barillet et Grédy. Mise en scène d'Alain Feydeau – 20 h 40.

Une bombe suédoise débarque au sein d'un couple d'Américains tranquilles. Attention les yeux ! Avec Jean-Claude Pascal, Françoise Christophe et Herma Vos dans le rôle de la bombe.

DIMANCHE 19 MAI

T.f.1 « Le Messager », de Joseph Losey – 20 h 35.

L'éducation sentimentale d'un adolescent dans l'Angleterre rigide du début du siècle. Sorte de variation autour de l'Amant de Lady Chatterley avec Julie Christie, sublime ; Alan Bates, superbe et la V.f., catastrophique.

F.r.3 Cinéma de minuit : « Notre Pain quotidien », de King Vidor – 22 h 30.

Un film superbe sur le chômage, la pauvreté dans les années vingt. Les dialogues sont d'un certain Joseph L. Mankiewicz.

Canal Plus « The Bette Midler Show », émission de Thomas Schlamme – 17 h.

La vedette de « The Rose » filmée en one woman hysteric show à Minneapolis. Ça déménage.

LUNDI 20 MAI

T.f.1 « Quand passent les cigognes », de Mikhail Kalatozov – 20 h 35.

Le must du mélo soviétique sur fond de Seconde Guerre mondiale. On n'oublie pas les yeux de Tatiana Samoilova. Est-ce que ça suffira pour avaler la V.f. ?

F.r.3 « Les Tontons flingueurs », de Georges Lautner – 20 h 35.

Toujours dans la série crispante du cycle « Rions français ». Nul.

MARDI 21 MAI

T.f.1 « Histoire à la Une », émission proposée par Gilbert Lauzun : « Yasser Arafat » – 22 h 05.

Trente ans de l'histoire du peuple palestinien à travers le destin de son leader.

A.2 « La Puce et le privé », de Roger Kay – 20 h 40.

Une jeune et ravissante fausse idiote, et vraie mythomane, contre un authentique « privé » désabusé. Catherine Alric face à Bruno Crémer. Ça ne casse pas trois pattes à Bogart mais c'est sympa.

F.r.3 « La Dernière Séance », émission d'Eddy Mitchell et Gérard Jourd'hui. Spécial Robert Mitchum avec « La Sorcière blanche », d'Henry Hathaway et « Les Combattants de la nuit », de Tay Garnett. – 20 h 50.

Bagarres au Congo avec Susan Hayward et résistance irlandaise en 1940 avec Anne Heywood. Le beau Mitch au milieu.

Canal Plus « Les Mots pour le dire », de José Pinheiro d'après le roman de Marie Cardinal – 20 h 35.



Julie Christie dans « le Messager ».

Prochaines diffusions les 23/5, 26/5, 28/5, 30/5 et 31/5.

La psychanalyse à nu. Un livre admirable que le film ne trahit pas grâce, notamment, à la présence bouleversante de Nicole Garcia.

MERCREDI 22 MAI

T.f.1 « L'Histoire secrète du pétrole », série de Jean-Michel Chartier. Emission n° 3 : « Le Temps des batailles pour l'or noir » – 21 h 25.

A.2 « Le deuxième couteau », téléfilm de Josée Dayan d'après le roman de Patrick Besson – 20 h 35.

Meurtres en série au sein de l'Intelligentsia littéraire parisienne. Un journaliste mène l'enquête et Pivot s'inquiète. Une histoire toute en clins d'œil avec François Marthouret, Patrick Bouchitey, Didier Flamand, Alexandra Stewart...

JEUDI 23 MAI

T.f.1 « Les Misérables », de Robert Hossein d'après Victor Hugo. Quatrième et dernière partie – 20 h 35.

« Les Jeudis de l'information », émission de la rédaction de T.f.1. Questions à domicile en compagnie de Michel Rocard – 21 h 30.

A.2 Alain Decaux raconte « Clémenceau, le Tigre » – 22 h 05.

F.r.3 « Cinéma sans visa » émission de Jean Lacouture et Jean-Claude Guillebaud : « La Perle de la couronne », film polonais de Kazimierz Kutz.

Les soulèvements des habitants de la Haute-Silésie dans les années trente.

L'émission de la semaine : « Une péniche nommée Réalité », téléfilm de Paul Seban, T.f.1, vendredi 17 mai, 21 h 50.

L'univers âpre des bateliers, les canaux, le brouillard, les chargements à assurer été comme hiver. Un monde particulièrement dur. Pour une femme, un monde impensable. Jeanne, pourtant, relève le défi. Frappée de plein fouet par la mort accidentelle de son mari, elle décide de faire réparer la péniche, de chercher une coéquipière prête à partager sa solitude, et de foncer. Utopie ? Peut-être. Lorsqu'on se retrouve, seule et perdue à Amsterdam avec un enfant malade ; lorsqu'on est perpétuellement en butte aux railleries des uns, à la drague des autres... Sans parler des courtiers qui vous refusent le boulot parce que, justement, vous êtes une femme, on peut comprendre le découragement.

C'est cela que Paul Seban a magiquement mis en scène dans « Une péniche nommée Réalité » : le combat fou, presque désespéré d'une femme pour prendre la place qui lui est due parmi les hommes. Le combat de chaque heure, de chaque jour, lentement miné par le perpétuel refus essuyé de ville en ville, de port en port. Toutes ces choses, Paul Seban les dit avec une rare finesse, donnant plus à voir des visages dans la brume qu'élaborant un quelconque discours. On marche à fond parce que Seban a filmé ce monde clos avec une sorte de passion pudique ; parce qu'il ne cherche aucune démonstration et préfère conter un destin de femme, apparemment banal. On marche aussi parce que Jeanne, c'est Aurore Clément et qu'elle est entrée avec une magnifique justesse de ton dans la peau de ce personnage de batelière qui n'est peut-être pas tellement éloigné, au fond, de la petite paysanne qu'elle fut dans son adolescence. Une Aurore Clément au visage nu, bouleversant de beauté et d'humanité qui habite comme nulle autre les lumières grises des canaux et des écluses. Une superbe soirée.

CdF

- Développe la consommation de l'énergie-charbon en France.
- Rentabilise et modernise notre production nationale.
- Accélère la revitalisation des régions minières par l'industrialisation.
- Investit dans les recherches de pointe pour développer les nouvelles technologies du charbon.
- Gère et maîtrise les nouvelles activités nées du charbon.
- Exporte son savoir-faire à l'étranger et participe à la grande aventure mondiale du charbon.

CdF

DIVA

GROUPE CdF

Charbonnages de France

L'animateur de toute la chaîne charbonnière.

Diffusion N.m.p.p. - Commission paritaire n° 52325